Rapport d'activité

des services du Département



2012

Rapport d'activité

des services du Département



Sommaire

Les politiques publiques du Conseil général

Les fonctions support

Le pilotage







Les politiques publiques

du Conseil général

Enfance et famille

Le Département souhaite renforcer les mesures de prévention à domicile, pour limiter au maximum les placements traumatisants pour les jeunes et pour leur famille. Lorsqu'un placement est nécessaire, il donne une plus grande place à l'accueil familial, plus proche du modèle familial "ordinaire". Il développe ses actions de prévention à destination des enfants et des familles en difficulté. Le Conseil général de l'Isère accentue sa mobilisation en direction des jeunes enfants, des adolescents et des familles. Il agit également dans le domaine de la promotion de la santé, de la planification et de l'éducation familiale

Budget dépensé en 2012:
129,3 millions d'euros

279 827
mineurs en Isère

dont

47 155 enfants
de moins de 3 ans
(Source INSEE 2009)

285
établissements
d'accueil collectif

offrent **7 640**
places d'accueil
de la petite enfance



Activités 2012

Direction de l'insertion et de la famille

- Promotion de la santé des jeunes, futurs parents, enfants et parents, en priorité auprès des populations vulnérables
- Missions de planification et d'éducation familiale : 18 680 personnes ont bénéficié d'au moins une consultation médicale relative à la maîtrise de la fécondité dans l'un des 26 centres de planification et d'éducation familiale (CPEF), 3 606 séances d'actions collectives de prévention portant sur la sexualité et l'éducation familiale, organisées dans les CPEF et à l'extérieur dont 2 349 en milieu scolaire
- Promotion, développement et contrôle des différents modes d'accueil collectifs et familiaux de jeunes enfants en lien avec les directions territoriales : 285 crèches, haltes garderies et crèches familiales offrent 7 640 places d'accueil ; 11 962 assistants maternels agréés proposent 41 257 places d'accueil dont 1 596 ont suivi des actions de formation en 2011
- Mise en œuvre des actions préventives en faveur des enfants, des jeunes et des familles en difficulté
- Participation au dépistage de mauvais traitements et à la protection des enfants en danger : 1 830 informations préoccupantes réceptionnées en 2012. 1 414 réponses : 34 % de saisine judiciaire ; 28 % ne sont pas confirmées après évaluation ; 23 % de mesures administratives ; 10 % non fondées ; 5 % sont transmises à un autre département
- Instruction des demandes d'agréments en vue d'adoption : 111 demandes soit 513 entretiens sociaux
- Recueil des enfants nés sous le secret, suivis et élaboration de leur projet de vie : dix enfants
- Consultation de dossiers administratifs des enfants confiés : 44 demandes d'accès

Directions territoriales

- Organisation des consultations médicales pré et post-natales pour les enfants de moins de six ans, des bilans de santé en école maternelle et d'un accompagnement médico-social à domicile : 7 079 enfants ont bénéficié d'au moins une consultation par un médecin
- Les sages-femmes de la protection maternelle et infantile (PMI) ont réalisé 6 195 visites à domicile pour le suivi de la grossesse, 1 919 femmes enceintes suivies
- 5 180 visites à domicile effectuées pour les agréments, suivis et

renouvellements d'agrément des 11 962 assistants maternels

- Aides financières accordées à 10 065 familles pour un total de 3,7 millions d'euros : allocations mensuelles, secours d'urgence, aides éducatives et de soutien à la fonction parentale par un accompagnement en économie sociale et familiale.
- Une technicienne d'intervention sociale et familiale, une aide éducative à domicile ou une action éducative en milieu ouvert accordée à 2 832 familles pour un montant total de 11,8 millions d'euros
- Organisation de l'accueil familial ou en établissement des 2 223 enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance (ASE)
- Accueil de 104 nouveaux mineurs étrangers isolés dans le dispositif de la protection de l'enfance
- Accompagnement et encadrement hiérarchique des 495 assistants familiaux ; agrément, recrutement de nouveaux professionnels

Principales délibérations de l'année 2012

- Convention avec les organismes d'assurance maladie pour assurer la prise en charge des prestations réalisées par les services départementaux de PMI ; intégration au dispositif SESAM-Vitale
- Renouvellement de l'action expérimentale d'accompagnement des jeunes adultes
- Charte déontologique établissant le cadre et le fonctionnement de la cellule de coordination prévention mineurs de la Ville de Grenoble
- Nouvelles modalités d'aide au lieu d'accueil enfants-parents

Principaux projets menés en 2012

- Formalisation d'une offre de service pour des missions d'aide sociale à l'enfance (ASE) et protection maternelle infantile (PMI) : diagnostic et préconisations pour une adaptation aux enjeux actuels et à venir sur le territoire de l'Isère
- Dotation des services départementaux d'un cadre de traitement et d'évaluation de l'information préoccupante avec un référentiel d'évaluation et de diagnostic en protection de l'enfance pour accompagner les professionnels, un référentiel de traitement administratif des informations et un manuel d'utilisation de l'outil informatique de gestion de l'action sociale. Participation à la formation de 500 travailleurs sociaux
- Amélioration de l'accueil familial : nouvelle définition de la fonction et recrutement de onze référents accueil familial (RAF) pour améliorer la cohérence départementale et l'adéquation entre l'offre et le besoin de familles d'accueil des enfants confiés
- Déménagement de la maison des adolescents du bassin de l'Isère rhodanienne au centre-ville de Vienne avec des locaux plus adaptés à l'accueil et aux actions développées

11 962
assistants maternels agréés

2 223
enfants confiés
au Département et placés en famille d'accueil ou établissement

495
assistants familiaux



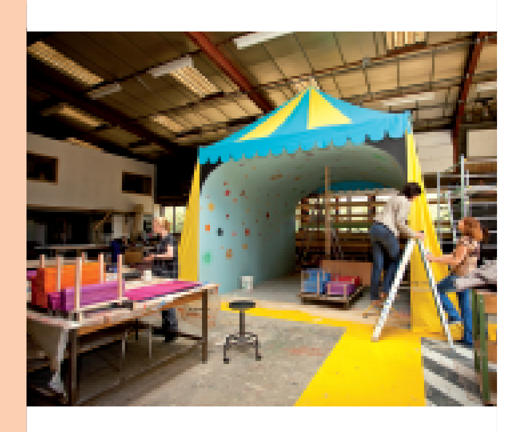
Cohésion sociale

Le Conseil général inscrit ses actions au cœur des enjeux de cohésion sociale et de solidarité. Il coordonne et organise l'action sociale au niveau départemental en lien avec les principaux partenaires institutionnels et associatifs. Il agit en faveur du développement social, de l'insertion et de la lutte contre toutes les formes d'exclusion. Ses interventions s'articulent autour de diférents dispositifs : Revenu de solidarité active (RSA), fonds d'aide aux jeunes (FAJ), fonds de solidarité pour le logement (FSL)...

Budget dépensé en 2012 :
128,1 millions d'euros

57 210
ménages sous le seuil de bas revenu
(Source : CAF 2011)

27 484
allocataires du RSA
au 31 décembre 2012
(+8,6 % en un an)



Activités 2012

Direction de l'insertion et de la famille

- Développement d'une politique d'insertion envers tous les publics pour lutter contre les facteurs d'exclusion
- Soutien aux associations iséroises d'aide aux plus démunis à hauteur de 1,54 million d'euros
- Financement de 410 actions d'insertion destinées à soutenir l'accompagnement des allocataires du revenu de solidarité active (RSA) et des publics en exclusion pour un budget de 8,3 millions d'euros
- Coordination et mise en œuvre des interventions sociales du Département pour le logement et l'hébergement des publics en difficulté afin d'assurer le droit au logement dans le cadre du plan départemental d'accueil, d'hébergement et d'insertion (PDAHI) : financement de repas à hauteur de 434 550 euros et de frais d'hôtel à hauteur de 4 millions d'euros
- Suivi et contrôle des conventions avec les associations d'insertion et de logement et les 30 centres communaux d'action sociale (CCAS) conventionnés avec le Département
- Traitement de 580 recours administratifs dans le cadre du RSA
- Organisation de 17 forums réunissant des allocataires du RSA et d'une rencontre départementale dénommée “forum des forums” rassemblant leurs représentants
- Gestion de la subvention globale pour le compte de l'État permettant le financement par l'Europe via le Fonds social européen (FSE) des actions d'insertion
- Poursuite de l'action du Département en direction des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans le cadre des cinq contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) : suivi et accompagnement de 197 projets portés par des associations et des collectivités représentant 664 000 euros
- Participation aux instances techniques de la politique de la ville, appui aux directions territoriales et articulation avec les politiques de droit commun du Département
- Rénovation urbaine : suivi des programmes financés à hauteur de 1,38 million d'euros
- Prévention et lutte contre les discriminations : onze projets et plans soutenus pour un montant de 48 000 euros et 13 contrats éducatifs
- Promotion de l'égalité hommes-femmes : 19 projets associatifs pour un montant de 275 000 euros et cinq contrats éducatifs isérois. Lancement du projet de Maison des associations en faveur des femmes

et de l'égalité

- Mise en place d'actions collectives de prévention auprès de jeunes en risque de marginalisation sociale avec le financement de 89 postes d'animateurs et d'éducateurs pour un montant total de 6,8 millions d'euros
- Organisation de chantiers éducatifs auprès de 1377 jeunes suivis par la prévention spécialisée dont 398 filles et 979 garçons pour un montant de 400000 euros

Directions territoriales

Accueil et accompagnement des usagers des services médico-sociaux

- Développement d'actions collectives et de développement social local (DSL) avec des habitants : épiceries sociales, actions d'insertion sociale, lieux d'accueil et d'initiatives…
- Instruction des demandes d'allocation du RSA : orientation des 20661 allocataires vers l'un des 700 référents uniques (agents du Département ou d'autres services sociaux), organisation et animation des instances de réorientation et suspension du RSA
- Accompagnement des allocataires du RSA vers le retour à l'emploi : 87 contrats initiative emploi et 1228 contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE)
- Définition et mise en œuvre des plans locaux d'insertion (PLI)
- Aides financières individuelles pour les jeunes dont le fonds d'aide aux jeunes (FAJ) : en 2012, 3162 aides individuelles ont été accordées pour un montant total de 520467 euros avec une augmentation des aides du FAJ insertion (+39 %) liées aux jeunes de 21-25 ans en accompagnement des jeunes adultes (AJA), et des aides d'urgence (+4 %)
- 314 jeunes ont bénéficié du dispositif d'accompagnement AJA en 2012 (1,75 million d'euros) dont 195 jeunes de 18-21 ans ; au total, entre 420 et 450 jeunes ont été concernés depuis la mise en place du dispositif, début 2011
- Aides pour le logement : fonds de solidarité logement (FSL) : 5,3 millions d'euros d'aides financières attribués pour 15000 aides, lien avec les bailleurs sociaux
- Représentation du Département dans les instances de pilotage de la politique de la Ville dans les territoires de l'Agglomération grenobloise, Porte des Alpes, Voironnais-Chartreuse, Isère Rhodanienne et Haut Rhône Dauphinois



21 535
jeunes reçus
par les missions locales
(réseau régional des missions locales 2010)



3162 aides dans le cadre du fonds d'aide aux jeunes (FAJ) accordées par le département en 2012



Contribution à l'Agenda 21

Développer les actions de maîtrise des dépenses énergétiques auprès des publics sociaux

En 2012 le numéro vert 0800 300 163 a été mis en œuvre pour aider les publics à mettre en œuvre des solutions permettant de traiter le mal-logement.

3 sessions de formation-action ont été organisées en 2012 engageant les travailleurs sociaux dans de nouvelles pratiques participatives avec les habitants concernés par le mal-logement.

Principales délibérations de l'année 2012

- Convention annuelle d'objectifs et de moyens pour les contrats aidés
- Indus RSA : bilan et remises de dettes, nouvelles dispositions de gestion
- Avenant à la convention de gestion avec le CCAS de Grenoble pour la gestion du dispositif hôtelier
- Programme départemental d'insertion : axes stratégiques et opérationnels pour 2012-2014
- Renouvellement du marché pour la gestion des chèques transports
- Renouvellement des conventions avec les CCAS pour le suivi des allocataires du RSA et la gestion d'un dispositif de prévention des impayés de loyers.
- Protocole de développement social 2012-2014 de l'union départementale des CCAS et du CGI
- Service social personnes âgées – Conventions avec les CCAS de Grenoble, Saint Martin d'Hères, Pont de Claix, Saint Égrève, Échirolles et Voiron
- Convention avec la communauté d'agglomération des portes de l'Isère (CAPI) pour la gestion de la Commission d'orientation de l'hébergement du Nord Isère
- Convention avec le CCAS de Grenoble pour la gestion du Pôle d'orientation sur l'hébergement d'insertion de l'agglomération grenobloise
- Nouveau réglement intérieur du FSL

Principaux projets menés en 2012

- Plan d'accueil d'hébergement et d'insertion de l'Isère pour mieux connaître l'offre et la demande, fluidifier les parcours des demandeurs et structurer l'offre d'hébergement
- Un nouveau programme départemental d'insertion 2012-2014 : lancement d'un appel à projets
- Développement des actions expérimentales d'insertion professionnelle sur la zone industrialo-portuaire de Salaise Sablons pour en faire un levier de l'insertion professionnelle
- Lancement de l'évaluation de l'offre d'insertion pour l'adapter aux besoins des allocataires en complémentarité avec l'offre proposée par les autres partenaires, pour aider les membres du Conseil départemental d'insertion (CDI) et des Coordinations territoriales pour l'insertion (CORTI) dans l'orientation des publics
- Développement des actions de maîtrise des dépenses d'énergie en faveur des publics sociaux (Agenda 21) : formation des travailleurs sociaux à de nouvelles méthodes de travail plus collectives sur la précarité énergétique
- Plan de prévention contre les violences : mise en place des dispositifs de prévention et amélioration des délais de repérage des troubles

Santé publique

Le Conseil général exerce par délégation de l'État une politique de santé publique orientée vers la prévention et le dépistage : vaccins gratuits, plan tabac, dépistage du cancer (sein, col de l'utérus et colorectal), dépistage du VIH, hépatites, et maladies respiratoires (tuberculose et maladies professionnelles). Il fait la promotion de la santé en soutenant notamment les interventions collectives auprès des scolaires et des professionnels. Il apporte également un soutien technique aux associations de prévention et de dépistage qu'il finance et assure l'évaluation des actions de santé mises en œuvre

Budget dépensé en 2012 :
2,6 millions d'euros

12 398 consultations médicales
pour les infections sexuellement transmissibles réalisées par le Département en 2012
(+7 % en un an)

3 411 clichés pulmonaires
effectuées en 2012



Activités 2012

Direction de la santé et de l'autonomie

- Organisation et mise en œuvre de la politique vaccinale du Département et d'actions de prévention : 44 320 vaccins fournis gratuitement aux centres de vaccination de l'Isère
- Contribution au financement de la mise en œuvre des plans cancer pour améliorer l'accès au dépistage des cancers : 148 000 femmes invitées au dépistage organisé du cancer du sein, 94 000 personnes invitées au dépistage du cancer colorectal, 58 000 femmes invitées au dépistage du cancer du col de l'utérus
- Consultations médicales, d'évaluation des risques et de dépistage des maladies transmissibles par voie sanguine ou sexuelle dont VIH/SIDA et hépatites B et C ainsi que consultations médicales de diagnostic et de traitement des autres infections sexuellement transmissibles : 12 398 consultations médicales réalisées (+7 % en un an)
- Actions de promotion de la santé et de dépistage délocalisées des infections sexuellement transmissibles (IST) en direction des populations à risque
- Dépistage ciblé de la tuberculose auprès de populations à risque : 1 691 tests auprès de personnes en contact avec un cas de tuberculose, précaires, migrants parmi lesquels les étudiants étrangers, résidents des foyers ADOMA (logements sociaux) et des centres d'accueil des demandeurs d'asile, personnes âgées en institution, population carcérale : 1 870 radios pulmonaires effectuées au centre de santé, 1 609 sur l'unité mobile, 314 au centre pénitentiaire de Varces et 228 au centre pénitentiaire de Saint-Quentin Fallavier
- Vaccination BCG des enfants à risque : 618 enfants vaccinés par le Centre de lutte antituberculeuse de l'Isère
- Communication sur la tuberculose et formation de 677 professionnels de la santé
- Animation du réseau départemental de lutte contre la tuberculose
- Dépistage des maladies respiratoires professionnelles : 3 411 clichés pulmonaires et 344 bilans fonctionnels effectués soit 68 922 euros de recette

Principales délibérations de l’année 2012

- Orientation de la politique vaccinale autour des populations précaires et des jeunes, publics ciblés par le centre départemental de santé et les services de protection maternelle infantile (PMI) par un avenant à la convention avec l’État

Principaux projets 2012

- Création d’une “coordination Santé” sur le territoire Sud Grésivaudan pour mieux identifier les différents partenaires et faire face au déficit de professionnels de santé sur le territoire
- Actions de communication et de formation en direction des professionnels de santé et du grand public : interventions collectives auprès de scolaires, d’adultes en insertion, de migrants, d’usagers et de professionnels de centres d’hébergement
- Mise en place des tests rapides de dépistage VIH dans les centres de dépistage de l’Isère
- Plan tabac : mise en place des consultations d’aide à l’arrêt sur quelques territoires sélectionnés
- Étude sur la place de la PMI et des autres acteurs dans la vaccination des enfants isérois
- Mise en place d’un observatoire départemental des besoins en santé et en autonomie

44 320
vaccins
fournis
gratuitement
aux centres
de vaccination de l’Isère



Personnes âgées

Chef de file de l'action sociale, le Conseil général de l'Isère donne la priorité au soutien à domicile des personnes âgées dépendantes pour éviter leur hospitalisation et leur permettre de vivre chez elles le plus longtemps possible. Le Département attribue l'APA (Allocation personnalisée d'autonomie) et cherche à améliorer de manière constante la capacité et la qualité de l'accueil en EHPAD (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes)

Budget dépensé en 2012 :
158,7 millions d'euros

179 549
personnes
de 65 ans et plus
(en Isère)

dont

23 561
personnes
de 85 ans et plus
en Isère
(Source INSEE 2009)



Activités 2012

Direction de la santé et de l'autonomie

- Animation du réseau d'information, d'accueil et d'accès aux droits et aux prestations des personnes en perte d'autonomie – centre de ressources départemental de la Maison départementale de l'autonomie (MDA), 17 services autonomie et 38 points d'information autonomie labellisés
- Mise à disposition des professionnels et des associations d'un centre de ressources et de supports techniques : 421 978 connexions au site mda38.fr et 1 355 visiteurs au centre de documentation
- Suivi et adaptation de l'offre d'hébergements pour personnes âgées :
  - EHPAD de Seyssins (+ 40 places)
  - EHPAD Bois d'Artas de Grenoble (80 places)
  - EHPAD de St Martin Le Vinoux (56 places)
  - EHPA non médicalisée des Bains de Grenoble (98 places)
  - EHPAD Bévière de Grenoble (+ 33 places)
  - EHPAD de Domène (+ 18 places) par transformation partielle du logement foyer (- 18 places)
  - EHPAD de Mens (+ 5 places)
  - EHPAD de St Vincent de Mercuze (+ 101 places) par délocalisation de l'EHPAD Ste Marie de Ste Marie d'Alloix (- 62 places) et de l'EHPAD du Touvet (- 33 places)
- Suivi financier et tarifaire des établissements et services d'aide et d'accompagnement à domicile
- Liquidation des aides et des prestations sociales
- Présentation des rapports en commission d'attribution de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA)
- Instruction et règlement des recours sur succession

Directions territoriales

- Accueil et information des publics sur l'accès aux droits et aux prestations des personnes en perte d'autonomie
- Instruction des demandes d'aides et de prestations sociales, évaluation médico-sociale des demandes d'APA à domicile : 5 813 visites à domicile effectuées (premières demandes)
- Au sein des Coordinations territoriales pour l'autonomie (CORTA), définition des actions de coordination à mettre en œuvre :
  - diffusion de l'information
  - mise en place et animation d'une coordination autour de la

personne pour les situations complexes ou urgentes

- impulsion et suivi des projets pour l'amélioration de la coordination des différents intervenants
- état des lieux de l'existant et diagnostic des besoins sur le territoire
- organisation d'actions collectives à visée informative ou préventive
- suivi des actions de coordination

Principales délibérations de l'année 2012

- Une convention pluriannuelle avec l'ARS (Agence régionale de santé) permet de financer le dispositif MAIA (Maisons pour l'autonomie et l'intégration des malades d'Alzheimer) Sud Isère de 2013 à 2016 et de développer un dispositif MAIA sur le Voironnais et un autre sur le Nord Isère. Ainsi, 3 des 4 interfilières gérontologiques disposeront d'un dispositif MAIA piloté par le Conseil général. La 4ème dispose d'un dispositif MAIA piloté par un partenaire

Principaux projets menés en 2012

- Développement d'un service en ligne aux usagers pour le dossier unique d'entrée en EHPAD
- Normalisation et automatisation des plans d'aide APA pour améliorer les délais et traiter les situations de façon équitable et optimisée
- Rédaction d'un référentiel de traitement des informations préoccupantes concernant les personnes âgées en danger pour clarifier la répartition des rôles des professionnels et le circuit de traitement
- Optimisation des budgets sociaux par la réalisation d'un contrôle de masse pour vérifier l'effectivité des plans d'aide APA à domicile
- Mise en ligne de la demande d'APA dans le cadre du projet Numérisère
- Préparation d'un démonstrateur de bouquets de services à domicile pour les personnes dépendantes par une offre d'aides humaines et technologiques

21 348
Iséroises et Isérois de plus de 65 ans
perçoivent l'allocation personnalisée d'autonomie (APA)

Contribution à l'Agenda 21

Manger bio et local dans les établissements médico-sociaux
2012: réalisation d'une enquête auprès des maisons de retraite médicalisées afin de connaître leurs pratiques de restauration et leur intérêt pour un approvisionnement de proximité.

Prendre en charge les situations complexes et de crise des personnes âgées en perte d'autonomie
Le Conseil général améliore l'accompagnement des malades d'Alzheimer en situations complexes, grâce à des professionnels de proximité.

Un nouvel appel à projet de l'agence régionale de santé permet au dispositif MAIA, depuis mai 2012, de mieux couvrir l'Isère.

160 personnes accompagnées en 2012 grâce au dispositif MAIA.

Personnes handicapées

Le Conseil général de l'Isère consacre un budget conséquent à la prise en charge du handicap, notamment du financement des structures d'hébergement et au maintien à domicile des personnes handicapées. Le Département de l'Isère verse la PCH (Prestation compensatoire du handicap), une aide financière qui permet de mieux prendre en charge le surcoût lié au handicap à domicile et en établissement. En Isère une maison, unique en France, sera créée pour les jeunes malades d'Alzheimer (moins de 60 ans)

Budget dépensé en 2012 :
153,5 millions d'euros

120 000
Iséroises et Isérois
vivent en situation de handicap

3 400
enfants handicapés sont scolarisés

et

1 800
sont en établissement spécialisé ou services médico-sociaux



Activités 2012

Direction de la santé et de l'autonomie

- Animation du réseau d'information, d'accueil et d'accès aux droits et aux prestations des personnes en perte d'autonomie : 27 points information autonomie pour les personnes handicapées et 4 557 personnes reçues en accueil approfondi dans les permanences territoriales ou à la maison de l'autonomie (MDA)
- Mise à disposition des professionnels et des associations d'un centre de ressources et de supports techniques : 421 978 connexions au site mda38.fr et 1 355 visiteurs au centre de documentation
- Suivi et adaptation de l'offre d'hébergement pour personnes handicapées : 1 979 places d'accueil des personnes handicapées dans 111 établissements ; programmation de l'ouverture de 43 nouvelles places en hébergement lors du budget prévisionnel
- Suivi financier et tarifaire des établissements et services d'aide et d'accompagnement à domicile
- Programmation et suivi des places d'hébergement permanent ou temporaire et des places d'accueil de jour : 471 places en service d'accueil de jour et programmation de 14 nouvelles places
- Liquidation des aides et des prestations sociales
- Évaluation médicale et médico-sociale de toutes demandes de prestation et d'orientation pour enfants et adultes hors prestation de compensation du handicap (PCH) et allocation compensatrice tierce personne (ACTP)

Directions territoriales

- Accueil et information des publics sur l'accès aux droits et aux prestations des personnes en perte d'autonomie
- Instruction administrative des demandes liées au handicap
- Instruction médico-sociale des demandes de prestation de compensation du handicap (PCH) : 1 118 visites à domicile effectuées pour des premières demandes d'aide humaine
- Au sein des Coordinations territoriales pour l'autonomie (CORTA), définition des actions de coordination à mettre en œuvre :
  - Diffusion de l'information
  - Mise en place et animation d'une coordination autour de la personne pour les situations complexes ou urgentes
  - Impulsion et suivi des projets pour améliorer la coordination des différents intervenants

- État des lieux de l'existant et diagnostic des besoins sur le territoire
- Organisation d'actions collectives à visée informative ou préventive
- Suivi des actions de coordination

Principales délibérations de l'année 2012

L'actualisation de la programmation concerne notamment 4 projets :

- Création d'un établissement pour jeunes malades d'Alzheimer (moins de 60 ans) (30 places)
- Restructuration des foyers Sud Isère à La Mure (+8 places de foyers +3 places de services d'activités de jour)
- Extension de 4 places du foyer logement ARIA 38 à St Marcellin
- Création de 14 places de services d'activités de jour pour personnes handicapées vieillissantes

Principaux projets menés en 2012

- Définition d'un référentiel pour les ergothérapeutes afin d'améliorer les délais d'attribution de la PCH volets "aide technique" et "aménagement du logement" et traiter les situations de façon équitable et optimisée
- Optimisation des budgets sociaux par la réalisation d'un contrôle de masse pour vérifier l'effectivité des plans d'aide PCH à domicile
- Implantation d'un établissement pour polyhandicapés sur Beaurepaire afin d'améliorer la capacité et la qualité d'accueil en établissements

4 557 personnes reçues
en accueil approfondi dans les permanences territoriales ou à la Maison de l'autonomie en 2012

1 979 places en établissements d'accueil des personnes handicapées



Contribution à l'Agenda 21

Soutenir l'adaptation des logements pour les personnes en perte d'autonomie

Le Conseil général promeut une dynamique collective pour une offre d'habitat adapté accessible.

La mission "Logement" du Conseil général de l'Isère travaille avec les acteurs de l'habitat pour mieux recenser l'offre de logements accessibles et préciser la demande et l'enregistrement de celle-ci. Une démarche expérimentale a débuté en juin 2012 sur le territoire Vals du Dauphiné, étendue au territoire du Grésivaudan en septembre

Éducation

Le Département de l'Isère doit accueillir plus de 53 000 collégiens dans les 96 collèges publics. Le Conseil général de l'Isère a ouvert deux nouveaux collèges en 2012 à Chirens, et L'Isle d'Abeau et en a rénovés d'autres. Le plan de modernisation des collèges continue avec les ENT (environnement numérique de travail) et la fourniture d'ordinateurs. La collectivité privilégie davantage les produits locaux et bio dans les établissements scolaire et propose depuis 2012 aux collégiens de faire leur demande d'aides en ligne "Pack Rentrée" via isère.fr

Budget dépensé en 2012:
83,7 millions d'euros

63 189
collégiens en Isère
à la rentrée 2012

dont

53 642 collégiens
dans les collèges publics

(Source Éducation nationale, Inspection d'aca 2010)

96 collèges publics
en Isère

et

23 collèges privés



Activités 2012

Direction de l'éducation et la jeunesse

- Mise en œuvre du plan pluriannuel de modernisation des collèges: 27 opérations en cours dont 8 équipements sportifs
- Mise en œuvre du plan prévisionnel de maintenance et amélioration des collèges: mise aux normes pour l'accessibilité démarrée sur 16 collèges, sensibilisation à la maintenance préventive des bâtiments accrue
- Fonctionnement des collèges:
  - marchés transversaux inter-directions pour harmoniser les achats au sein des établissements scolaires: 15 marchés ouverts aux groupements d'achat
  - amélioration des conditions de travail des agents: mise en place d'un plan d'équipement adapté en matériels de nettoyage et de service
  - maintenance des équipements et des réseaux informatiques des collèges: mise en place des 17 assistants numériques territoriaux dont un coordinateur
  - les 96 collèges bénéficient désormais de l'environnement numérique de travail (ENT) et d'un ordinateur pour 4,1 élèves
  - affectation équitable des dotations de fonctionnement des collèges.
- Restauration scolaire: ouverture de 4 nouvelles cuisines mutualisées et de 20 nouvelles cuisines satellites, pour assurer la qualité alimentaire (produits locaux et produits BIO), la qualité sanitaire et nutritionnelle, maîtriser les coûts et professionnaliser la filière. Création d'une nouvelle tranche d'aide à la restauration scolaire pour les familles bénéficiant d'un quotient familial compris entre 601 et 800 €
- Réussite scolaire et épanouissement des élèves: 654 actions engagées pour les collèges publics dans le cadre du contrat éducatif Isérois (CEI) pour un montant réparti de 926 166 € euros
- Soutien des collégiens issus des milieux les plus défavorisés dans le cadre du fonds départemental des collégiens: 1 274 élèves ont bénéficié de cette aide
- Soutien aux écoles primaires par des dispositifs en faveur de la réussite scolaire: sorties et projets scolaires
- Lutte contre le décrochage scolaire: 14 collégiens ont bénéficié de l'encadrement de l'établissement de réinsertion scolaire à Autrans, 13 ont réintégré un cursus d'enseignement

Directions territoriales

- Conduite d'opération des projets de modernisation ou de maintenance des établissements scolaires : six chantiers de collèges en cours dont trois livrés en 2012
- Gestion de proximité des 850 agents territoriaux des collèges. Mise en place d'une vague de mobilité dans le cadre de la mise en œuvre de la satellisation des cuisines, plus de 100 agents dépendent désormais de l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Conseil général

Principales délibérations de l'année 2012

- Ouverture de 4 quatre nouvelles cuisines mutualisées
- Financement de la mise en place du plan d'accessibilité des bâtiments
- Création des 2 deux nouveaux collèges : Chirens et L'Isle-d'Abeau
- Nouveaux tarifs et aide supplémentaire à la restauration scolaire

Principaux projets menés en 2012

- Pack rentrée : proposer et attribuer aux usagers les aides et services du Département pour la rentrée scolaire (chéquier jeune Isère, aide à la restauration scolaire, aide au transport scolaire, la carte OùRA)
- Utilisation des espaces et équipements des collèges en dehors du temps scolaire au profit de la vie locale
- Evolution des métiers des agents des collèges : amélioration de l'organisation et des conditions de travail
- Bien se nourrir dans les collèges : continuer à faire progresser la qualité, harmoniser et maîtriser les coûts des services de la restauration dans les collèges

6 chantiers de modernisation des collèges en cours

dont

3 livrés en 2012



Contribution à l'Agenda 21

Promouvoir une restauration responsable dans les collèges

Le Conseil général poursuit et étend sa démarche d'achat responsable dans ses 96 collèges.

A la rentrée 2012, la restauration dans les collèges s'organise en cuisines autonomes et en cuisines mutualisées. Depuis la rentrée 2012, 15 autres collèges peuvent désormais également accéder aux produits bio et locaux grâce à une nouvelle organisation de la restauration

Jeunesse et sports

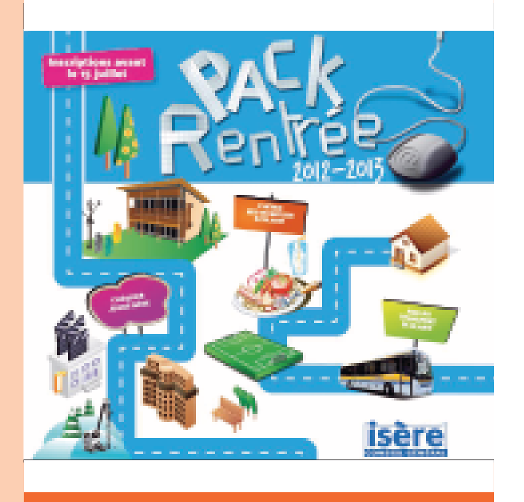
L'action du Conseil général de l'Isère dans le domaine de la jeunesse et des sports s'articule avec les politiques menées en matière d'éducation, de développement social et d'aménagement du territoire. Objectif : permettre l'accès de tous à la pratique sportive avec notamment des aides aux déplacements de jeunes sportifs, les chéquiers jeune Isère du pack rentrée, les bourses de l'aventure et le projet Isère Sport & nature

Budget dépensé en 2012 :
8,2 millions d'euros

300 000 licenciés en Isère en 2012

3 500 clubs sportifs isérois

405 clubs aidés pour leurs déplacements de jeunes en 2012



Activités 2012

Direction de l'éducation et la jeunesse

- Soutien du mouvement sportif : aide aux déplacements de jeunes de 405 clubs sportifs, aide aux comités départementaux, athlètes, clubs élites amateurs et aux manifestations dynamisant l'image de l'Isère, suivi et financement de la Maison départementale des sports, poursuite du contrat sport Isère (39 clubs concernés en 2012)
- Développement des activités socio-éducatives en faveur de la Jeunesse :
  - mise en place du pack rentrée (gestion de la demande de 31 258 chéquiers jeunes, 10 119 aides à la restauration et 37 491 titres de transport)
  - 1ere mise en ligne des services du pack rentrée (57 % des demandes faites sur le site internet isère.fr)
  - soutien aux organismes socio-éducatifs
  - appui aux projets des jeunes de 15 à 25 ans (huit projets aidés dans le cadre de la bourse de l'aventure)
  - mise en place d'actions à destination des collégiens au travers du contrat éducatif isérois
- Promotion et animation des activités physiques et de loisirs : mise en place du projet "Isère sport & nature" avec l'élaboration du Plan Départemental des espaces, sites et itinéraire (28 sites inscrits depuis 2011), aide aux événements sportifs respectueux de l'environnement avec la création d'un label "je suis un éco-événement"
- Aide au développement des équipements sportifs et de loisirs : poursuite du plan d'équipement sportif des collèges pour un montant de 1 880 238 euros au titre de la dotation départementale et 360 000 euros pour l'investissement des associations

Directions territoriales

- Conduite d'opération des équipements sportifs des collèges inscrits au plan pluriannuel d'investissement
- Soutien à la réalisation ou à la modernisation d'équipements sportifs communaux au travers de la dotation territoriale

Principaux projets menés en 2012

- Plan d'adaptation des équipements sportifs des collèges (huit équipements sportifs concernés) : offrir de meilleures conditions pour la pratique de l'éducation physique et sportive
- Projet "Isère sport & santé" : promouvoir la pratique d'une activité physique et sportive régulière comme un élément majeur de prévention de la santé pour tous les publics et à toutes les étapes de la vie. Valoriser et mieux faire connaître les familles d'activités sportives et les sites de sport de nature du territoire isérois
- Poursuite du projet "Isère sport & nature" : développement d'une application cartographique dédiée au grand public pour permettre de connaître les espaces et sites sportifs de nature identifiés sur le territoire, développement des itinéraires de raquette à neige et des équipements permanents de course d'orientation

31 258
chéquiers jeunes
demandés en 2012

10 119
aides
à la restauration

et

37 491
titres de transport
demandés via
le nouveau service en ligne
"Pack rentrée"

Contribution à l'Agenda 21

Encourager les évènements Isérois à être respectueux de l'environnement

En 2012, 6 nouvelles manifestations labellisées "éco-évènements" et 215 manifestations ont utilisé le pack éco-événement, soit une progression de 79 % par rapport à 2011.
Nouveauté 2012 : l'impulsion du co-voiturage "avantage financier et logistique" pour les voitures pleines mis en place sur plusieurs évènements (Rencontres Brel, Rocktambule, etc.) et mise en place de navettes gratuites (Coupe Icare)

Promouvoir un développement harmonieux des sports de nature, plan départemental des espaces, sites et intinéraires (PDESI)

En relation avec les fédérations sportives via le contrat Isère Sport & Nature ainsi qu'avec les collectivités locales, 18 nouveaux sites inscrits au PDESI en 2012 (soit un total de 28 sites)

Routes

Assurer la desserte des grands pôles économiques et touristiques, mettre la route au service des transports collectifs et des cycles, offrir des routes sûres et circulables en toute saison… telles sont les missions du Conseil général de l'Isère en matière de politique des routes. Avec le centre d'ingénierie et de gestion de trafic routier (PC Itinisère), c'est également optimiser l'utilisation des infrastructures existantes et développer l'information et le conseil à l'usager

Budget dépensé en 2012 : **95,5 millions d'euros**

5 160 km de routes départementales

dont **195 km** ont étés renforcés en 2012

10,7 km d'aménagements cyclables réalisés

8 carrefours ou points singuliers traités



Activités 2012

Direction des mobilités

- Préparation et mise en œuvre de la politique routière pour la conservation du patrimoine, la viabilité du réseau et les aménagements de sécurité et de modernisation du réseau, dont les aménagements en faveur des cycles
- Programmation des travaux et de leur suivi, en lien avec les directions territoriales : 79 millions d'euros investis en 2012 dont 41 millions par les directions territoriales et 38 millions par la direction des mobilités
- Modernisation de la gestion routière : refonte de l'organisation de l'entretien courant
- Gestion du domaine public : règlement de voirie, classement et déclassement des routes départementales
- Exploitation de la route : maintenance et développement du poste de commandement (PC) Itinisère, centre d'ingénierie et gestion de trafic routier (2 300 appels reçus en 2012), réalisation de plans de gestion de trafic, organisation de la viabilité hivernale, expérimentations technologiques
- Conduite d'opérations et maîtrise d'œuvre d'opérations structurantes : déviation de Janneyrias, déviation de Livet, RD3, pont rail Chanas, déviation de Séchilienne, pont d'Izeron, axe de Bièvre...
- Expertise technique dans le domaine des ouvrages d'art, des risques naturels, de la sécurité routière, des chaussées, par le laboratoire
- Programmation des travaux de sécurisation des routes de montagnes dans les gorges de la Bourne, les massifs de la Chartreuse et de l'Oisans en lien avec les directions territoriales

Directions territoriales

- Entretien des 5 160 km de routes départementales : entretien des ouvrages d'art, des dispositifs d'assainissement, fauchage, déneigement, viabilité hivernale
- Conduite d'opérations et/ou maîtrise d'œuvre des opérations ordinaires et importantes
- Exploitation de la route en lien avec le PC Itinisère
- Instruction des autorisations de voirie

Principales délibérations de l'année 2012

- Avis sur le schéma régional de cohérence des déplacements
- Convention de financement des travaux relatifs à la construction du nouveau pont rail sur la RD1082 situé sur les communes de Chanas et Sablons
- RD592 Contournement routier de la commune d'Aoste - Bilan de la concertation préalable et poursuite des études
- Contournement de La Mure, lancement de l'enquête parcellaire
- Financement de l'aménagement de l'autoroute A480

Principaux projets menés en 2012

- Lutte contre l'insécurité routière en améliorant les infrastructures et en menant des actions pédagogiques
- Poursuite des programmes de sécurisation des routes du Vercors, de la Chartreuse et de l'Oisans
- Plan Oisans pour faciliter l'accès aux stations de l'Oisans : démarrage de la 2ème tranche des travaux de la déviation de Livet, démarrage des travaux de la déviation des Ruines de Séchilienne, poursuite des études de la déviation de Péage de Vizille
- Route intelligente : pilotage et participation à des projets européens innovants dans le domaine de la route intelligente (recueil de données routières, dialogue véhicule / infrastructure)
- Développement du nouveau PC routier dont la livraison est prévue début 2013
- Préservation de la réserve naturelle du lac du Luitel par canalisation des eaux de chaussées

2 300
appels reçus
par le PC Itinisère
en 2012

64
opérations
d'études

366
opérations
de travaux

Contribution à l'Agenda 21

Route écologique : limiter les impacts sur l'environnement
2012 est l'année de la refonte du "catalogue des tâches de l'entretien et de l'exploitation de la route" véritable vade-mecum de l'agent de terrain. Ce catalogue inclut désormais une approche environnementale systématique pour toutes les tâches, pour limiter l'impact environnemental en matière de construction et d'entretien des routes

Développer les aménagements en faveur des vélos
Le Conseil général poursuit la sécurisation des déplacements des cyclistes et la suppression des discontinuités cyclables

Transports

Le Conseil général de l'Isère poursuit son objectif d'offrir des transports collectifs rapides, fréquents, sûrs et confortables. Il structure le réseau express en faisant évoluer les lignes locales en adéquation avec la demande des usagers autres que les scolaires. Le Département encourage les nouvelles mobilités en expérimentant l'éco-voiturage et poursuit ses travaux de mise aux normes de l'aéroport Grenoble Isère

Budget dépensé en 2012:
158,3 millions d'euros

46 438
usagers isérois
des transports scolaires
dont
19 834 lycéens
19 737 collégiens
6 278 élèves de primaire et de maternelle
et
589 en enseignement spécialisé



Activités 2012

Direction des mobilités

- Développement des lignes d'autocars rapides, fréquentes, sûres, fiables et confortables et préparation des appels d'offres pour la rentrée 2013
- Organisation des transports scolaires: 19834 collégiens, 19737 lycéens et 6278 élèves de primaire et maternelle, 589 en enseignement spécialisé
- Encouragement des nouvelles mobilités avec l'expérimentation de l'E-covoiturage
- Accompagnement de la modernisation de l'aéroport international de Grenoble Isère

Directions territoriales

- Instruction du droit au transport scolaire
- Affectation des élèves sur les services
- Optimisation des lignes locales
- Information et coordination avec les établissements
- Instruction des réclamations
- Exécution des marchés: attestations de service fait, suivi d'exploitation
- Organisation et sécurisation du réseau : itinéraires, points d'arrêt, horaires, moyens...
- Instruction des demandes de subvention des communes pour installation d'abribus et alvéoles
- Gestion des perturbations sur les lignes locales

Principales délibérations de l'année 2012

- Avis du Département sur la liaison ferroviaire entre Lyon et Turin
- Convention d'études pour la liaison par câble entre Fontaine et le Vercors
- Engagement du Département sur le projet national du car du futur "@car"
- Création de l'association LiSA d'autopartage inter-entreprises
- Approbation de la concertation et engagement financier du Département, dans le projet de nouveau pôle d'échanges multimodal de Grenoble

Principaux projets menés en 2012

- Mise en œuvre de la réforme du transport scolaire à la rentrée 2012
- Réalisation d'une expérimentation sur le covoiturage dynamique dans le Grésivaudan et dans le secteur de Bourgoin-Jallieu
- Poursuite des travaux de mise aux normes de l'aéroport Grenoble Isère
- Mise en service, du service LiSA d'autopartage inter-entreprises
- Conduite du dialogue compétitif du Partenariat Public-Privé pour la mise en service d'une centrale de mobilité en temps réel (Itinisère +)



Contribution à l'Agenda 21

Poursuivre la mise en place de couloirs de bus sur autoroute

Le Conseil général poursuit la mise en œuvre de nouveaux linéaires de Voies Spécialisées Partagées sur autoroute (VSP).

Eau et sécurité

Le Conseil général de l'Isère joue un rôle majeur pour la gestion et la préservation de la ressource en eau en Isère. Des programmes d'aides aux communes ont été mis en œuvre pour la gestion de l'eau sur le territoire isérois et ainsi assurer la qualité de l'eau dans le département pour ses habitants. Le Conseil général de l'Isère encourage la sécurisation de l'alimentation en eau potable, la dépollution des eaux usées et l'aménagement des cours d'eau (projet Isère Amont)

Budget dépensé en 2012 :
75,9 millions d'euros

3 458 kilomètres de rivière

5 SAGE et **11** contrats de rivière

1 200 captages d'eau potable

235 stations d'épuration



Activités 2012

Politique de l'eau :

- Programmation des aides aux communes en matière d'alimentation en eau potable et assainissement : 167 dossiers aidés en "eau potable" et 226 en "assainissement"
- Suivi des conventions d'aide financière dans le cadre du 9e programme d'intervention de l'Agence de l'eau : sept conventions "eau potable" pour 1 401 758 euros et cinq conventions "assainissement" pour 3 074 996 euros
- Programmation des aides du programme hydraulique (protection contre les inondations) : sept opérations subventionnées pour 923 525 euros, notamment en faveur d'études réalisées dans le cadre de contrats de rivières
- Quatre dossiers aidés dans le cadre du programme "irrigation" pour 356 626 euros en faveur d'associations syndicales autorisées
- Assistance technique aux collectivités rurales défavorisées : 107 conventions en cours et 55 sites audités
- Information sur la connaissance de l'état des eaux au travers de trois réseaux de :
  - suivi de la qualité des captages pour l'eau potable (139 prélèvements pour 44 points d'eau)
  - suivi des débits des sources (37 points d'eau) par la signature de conventions avec les collectivités gestionnaires
  - suivi de la qualité des rivières Varèze et Sanne (24 stations sur 95 km) et des affluents du Haut-Rhône Dauphinois (huit stations sur 37 km)
- Conduite technique des études et des travaux pour le compte du Syndicat mixte des bassins hydrauliques de l'Isère (Symbhi)

Risques :

- Traitement homogène sur le plan départemental des risques naturels et technologiques
- Sensibilisation et information sur les risques naturels et technologiques : soutien à l'Irma (Institut des Risques Majeurs) pour un montant global de 139 050 €
- Organisation et animation des quatre commissions locales d'information (CLI) auprès des sites nucléaires (124 000 € alloué pour le fonctionnement des quatre CLI)
- Accompagnement et suivi de la politique du service départemental

d'incendie et de secours (SDIS) de l'Isère (participation allouée par le Département : 52,65 M€)

- Suivi des procédures des plans de prévention des risques technologiques (PPRT) et élaboration des avis du Département

Directions territoriales

- Réception des dossiers "eau", instruction des dossiers de risques torrentiels dans le cadre de la dotation territoriale
- Prise en charge du volet eau par les agents territorialisés : actions de formation et d'accompagnement

Principales délibérations de l'année 2012

- Adaptation du règlement des aides en eau et assainissement, pour faire bénéficier de la solidarité départementale les usagers des zones peu denses supportant déjà un coût élevé pour l'eau et l'assainissement
- Avis sur des procédures réglementaires : périmètre du SAGE Molasse miocène du Bas Dauphiné, révision de la zone vulnérable nitrates, territoires à risques inondations, nouveau classement des cours d'eau
- Approbation des contrats de rivière du Guiers et de la Romanche

Principaux projets menés en 2012

- Engagement d'une réflexion sur la refonte de l'observatoire de l'eau et intégration sur le portail www.isere.fr
- Réalisation d'un mémoire sur les filières compactes de traitement des eaux usées en milieu rural

Projet Isère amont du SYMBHI :

- Démarrage des premiers travaux pour 5 millions d'euros sur le secteur campus - La Tronche, Grenoble - Meylan
- Attribution de douze lots de travaux sur la tranche 1 pour 16,65 millions d'euros
- Finalisation des acquisitions foncières par voie d'expropriation
- Validation des études de projet pour les tranches 2 et 3

Projet "Romanche-Séchilienne" du SYMBHI :

- Réalisation de l'enquête publique et obtention des principales autorisations règlementaires : arrêtés de déclaration d'utilité publique (DUP), Loi sur l'eau, de déclaration d'intérêt général (DIG)
- Validation des études de projet
- Lancement de la consultation pour les trois premiers lots de travaux pour 11 millions d'euros

233
communes éligibles
aux services
d'assistance technique

5 030
sapeurs-pompiers
professionnels
et volontaires

69 829
interventions réalisées
en 2012



Contribution à l'Agenda 21

Améliorer la gestion de l'eau par bassin-versant

Le Conseil général intervient dans sa propre maîtrise d'ouvrage et dans le cofinancement d'opérations pour la restauration ou la préservation des fonctionnalités naturelles de rivières et notamment le rétablissement de la continuité écologique sur les cours d'eau.
En 2012, deux ouvrages routiers dits "Grenelle" sont à l'étude dans la vallée de la Bourbre. Les ouvrages dits "Grenelle" constituent des obstacles à la continuité écologique, ils doivent être aménagés.

Environnement et gestion des déchets

Grâce à ses vastes espaces naturels, à la variété de ses sols et de ses paysages, l'Isère dispose d'une grande biodiversité. Le Conseil général de l'Isère souhaite renforcer cette biodiversité, créer et valoriser les espaces naturels sensibles (ENS) qui ont été élargis. Les guides nature ont pu sensibiliser plus de 15000 visiteurs sur la protection de la faune et de la flore. Autre activité: la promotion du compostage individuel, une attitude responsable dans le traitement des déchets pour préserver l'environnement

Budget dépensé en 2012:
8,4 millions d'euros

20 espaces naturels sensibles (ENS) départementaux

et

99 ENS locaux

19 guides natures

15 300 visiteurs sur les sites départementaux

177 établissements scolaires et plus de **11000 élèves** ont été concernés par des projets pédagogiques

Activités 2012

Direction de l'aménagement des territoires

- Mise en œuvre du schéma directeur des espaces naturels sensibles (ENS): animation, suivi, évaluation et inscription dans une stratégie départementale pour la biodiversité
  - Élargissement des espaces naturels protégés: le réseau des espaces protégés de l'Isère compte 20 sites départementaux (3186 ha en zone d'intervention dont 1669 ha propriété du Département, 34 ha ayant été acquis en 2012) et 99 sites locaux (3951 ha en zone d'intervention dont 2105 ha propriété des communes, 25 ha ayant été acquis en 2012) dont trois nouvelles labellisations. Les propriétés foncières départementales dans les réserves naturelles nationales d'État (Hauts plateaux du Vercors, Hauts de Chartreuse, Île de la Platière et Étang du Grand Lemps) représentent 3979 hectares, dont 2 ha acquis en 2012
  - Sensibilisation et éducation des Isérois: 19 guides nature sur onze sites départementaux ont contacté près de 15300 visiteurs. 122 établissements scolaires et plus de 11000 élèves ont été concernés par des projets pédagogiques menés sur 50 sites du réseau
  - Mise en œuvre de la territorialisation des missions: 20 jours de formation des agents transférés en direction territoriale
- Promotion du compostage individuel ou semi-collectif et réduction des apports de déchets verts en déchetterie
- Animation et suivi du Plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés de l'Isère (PEDMA)
- Dans le cadre du projet européen "couloirs de vie", projet de restauration et de préservation des corridors écologiques dans la vallée du Grésivaudan et la Cluse de Voreppe, implantation de détecteurs de faune sur sept sites sur RD, réalisation d'un passage à petite faune au Cheylas, sensibilisation, communication et évaluation
- Dans le cadre du réseau écologique départemental de l'Isère, réalisation d'un passage à petite faune à Panossas et travaux de protection du salage de la réserve naturelle du Luitel

Directions territoriales

- Mise en œuvre du schéma directeur des espaces naturels sensibles: suivi des sites ENS locaux et départementaux territorialisés sur l'ensemble du département par les neuf agents dans les territoires:

- ENS locaux : 57 plans de gestion mis en œuvre, 40 comités de sites locaux, 41 dossiers en investissement pour 348 875 euros
- ENS départementaux territorialisés : neuf plans de gestion mis en œuvre
- 5 ENS locaux labellisés en 2012

Principales délibérations de l'année 2012

- Validation du plan départemental de prévention des déchets
- Contribution à l'élaboration du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE)
- Mise à jour du schéma directeur des espaces naturels sensibles

Principaux projets menés en 2012

- Animation du plan de prévention
- Lancement du plan de gestion des déchets du BTP : état des lieux et concertation
- Rédaction de la stratégie départementale pour la biodiversité

611 kg de déchets collectés
par an et par habitant en 2012



Contribution à l'Agenda 21

Réduire les bio-déchets à la source

Les actions 2012 : réalisation d'une brochure grand public pour les Isérois se présentant en déchèterie avec une remorque de déchets et, sur 4 territoires, formation des services espaces verts des communes à ces pratiques.

Favoriser la restauration et la préservation des corridors biologiques du Grésivaudan - Projet "couloir de vie"

En cartographiant dès 2001 son réseau écologique à l'échelle départementale, le Conseil général a anticipé sur l'établissement de la Trame verte et bleue (Loi Grenelle 2). 7 points de conflit ont été résorbés en 2012 (soit un total de 22)

Économie

Le département de l'Isère œuvre pour le développement de l'économie et de l'innovation sur le territoire. Son action consiste en un suivi des projets majeurs menés par les PME et PMI iséroises dans l'animation et la promotion de l'économie ainsi qu'un soutien dans la recherche pour l'innovation tout en veillant à garder un développement équilibré du territoire. L'objectif est de renforcer l'attractivité de l'Isère, de développer les filières d'excellence et l'innovation produite en Isère (programme Easytech, partenariat avec Minatec Idea's laboratory…)

Budget dépensé en 2012 :
14,5 millions d'euros

56 700
entreprises

495 200
emplois
sur le département

dont

24 000
emplois
dans la recherche publique et privée



Activités 2012

Direction de l'aménagement des territoires

Pilotage et mise en œuvre de la politique économique et de l'innovation, organisée autour des programmes de soutien :

- Au développement économique des territoires : suivi de projets majeurs (Nano 2012, PV Alliance, zone industrialo-portuaire (ZIP) de Salaise-Sablons, Plateforme ASTUSS dans le Nord-Isère)
- À l'animation et la promotion économique, dont :
  - le suivi de l'AEPI (Agence d'Etudes et de Promotion de l'Isère)
  - l'accompagnement des actions de la chambre de commerce et d'industrie et de la chambre de métiers et de l'artisanat de l'Isère
  - le soutien à certains organismes économiques et aux unions départementales syndicales
- À la recherche, l'innovation et aux transferts de technologies : instruction et gestion des aides aux entreprises et laboratoires

Ce champ d'activité suppose :

- L'instruction, le suivi et le contrôle des dossiers de demandes de subventions
- Une fonction d'expertise, d'ingénierie économique par l'apport de conseils sur le montage des projets économiques et la réalisation d'interfaces entre les acteurs existants

Directions territoriales

- Mise en œuvre de l'axe "Préserver un développement équilibré des territoires" par des dispositifs présentés en conférence territoriale et financés par la dotation territoriale :
  - maintien des commerces de proximité en milieu rural
  - meilleure adéquation entre les espaces d'accueil d'activités économiques et les attentes des entreprises (soutien aux zones d'activités)
- Pilotage de la contribution du CGI à la ZIP de Salaise-Sablon (Isère rhodanienne)

Principales délibérations de l'année 2012

- Les nouvelles orientations de la politique économique (BP 2012)
- La clôture de la participation financière du CGI au projet Nano 2012
- Contractualisation avec la Région sur le déploiement d'actions économiques (2012-2014)

Principaux projets menés en 2012

- Définition des nouvelles orientations de la politique en faveur du développement économique et de l'innovation
- Définition d'orientations politiques en faveur de l'ESS : rencontres avec les représentants institutionnels et responsables des différentes composantes de l'ESS pour étudier les attentes et les besoins, élaboration d'un plan d'actions mis en œuvre dès 2012

Autres projets menés en 2011

- Programme Easytech : valorisation technologique auprès des PME
- Mise à disposition de sites d'expérimentation (locaux, équipements…) pour permettre à des entreprises et laboratoires de tester leurs innovations à une échelle réelle
- Travail exploratoire sur le développement d'une filière hydrogène et de l'écologie industrielle
- Sensibilisation des PME/PMI au développement durable au titre de l'Agenda 21 en partenariat avec la CGPME de l'Isère (Confédération générale des petites et moyennes entreprises)
- Renouvellement du contrat de partenariat avec Minatec Idea's laboratory et diffusion de l'innovation au sein des politiques sectorielles départementales
- ZIP de Salaise-Sablons : terrains acquis à 84 %, avancée du dossier de création de ZAC, lancement de l'étude pré-implantation

10 566
créations d'entreprises

dont
6 139
auto-entrepreneurs

198
projets d'implantation accompagnés par l'AEPI

Contribution à l'Agenda 21

Sensibiliser les entreprises au développement durable

Le Conseil général œuvre en faveur du développement économique de l'Isère et soutient ainsi, dans le cadre de partenariats, les actions portées par les Chambres consulaires de l'Isère et la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises)

En 2012, 43 % des actions intègrent le développement durable dans les conventions passées avec les chambres consulaires

Économie sociale et solidaire

Dans un monde marqué par la volatilité des entreprises et des emplois, le Conseil général de l'Isère souhaite marquer son attachement à un développement économique responsable, respectueux des valeurs humaines et ancré dans nos territoires. L'économie sociale et solidaire doit être actrice de l'économie en Isère. Elle est menée en lien avec plusieurs communautés d'agglomération de l'Isère

Budget dépensé en 2012 :
89 000 euros

En 2011, l'économie sociale et solidaire représente

370 associations,
96 coopératives,
22 mutuelles
et 4 fondations,
employant plus de 37 600 salariés, soit 10 % des effectifs salariés



Activités 2012

Direction de l'aménagement des territoires

Pilotage et mise en œuvre de la politique ESS, organisée autour de deux axes d'intervention : accroître la performance économique des structures de l'ESS (Économie sociale et solidaire) et consolider le rôle de l'ESS comme acteur de l'économie en Isère :

- Élaboration d'un appel à projets annuel "consolidation de la performance économique des structures de l'ESS et émergence de l'innovation", en partenariat avec la Communauté d'Agglomération Porte de l'Isère (CAPI) et la Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais (CAPV) : 16 projets retenus sur l'ensemble des territoires isérois
- Participation aux réseaux de l'ESS afin de renforcer la visibilité du département et l'expertise départementale dans ce domaine (Chambre Régionale de l'ESS, Réseau des Territoires pour l'Économie Solidaire)
- Animation de la démarche de construction partagée de l'ESS sur le département en lien avec les intercommunalités
- Promotion de l'ESS, notamment à travers la création d'une plateforme internet participative : Isère solidaire.fr

Ce champ d'activité suppose :

- L'instruction, le suivi et le contrôle des dossiers de demandes de subventions
- Une fonction d'expertise, de conseils sur le montage des projets

Directions territoriales et directions centrales

- Recherche d'articulations entre la politique ESS et les autres politiques thématiques du Conseil général, avec les directions concernées
- Mise en œuvre d'un process de coopération avec les directions territoriales et directions centrales pour l'appel à projets

Principales délibérations de l'année 2012

- Définition d'une politique de soutien à l'économie sociale et solidaire (ESS) approuvée au Budget Prévisionnel 2012
- Appel à projets ESS : choix des 16 lauréats et affectation de crédits (100 000 € en fonctionnement + 48 100 € en investissement)
- Subvention en faveur de la MCAE Isère Active (association pour la création d'activité de l'agglomération grenobloise) pour renforcer le fond de garantie renforçant la capacité d'emprunt des entreprises de l'ESS, qui ont des difficultés à accéder au crédit
- Subvention en faveur de la Communauté d'Agglomération Alpes-Grenoble métropole (METRO) pour le projet Artis 2 (pépinière d'entreprise)

Principaux projets

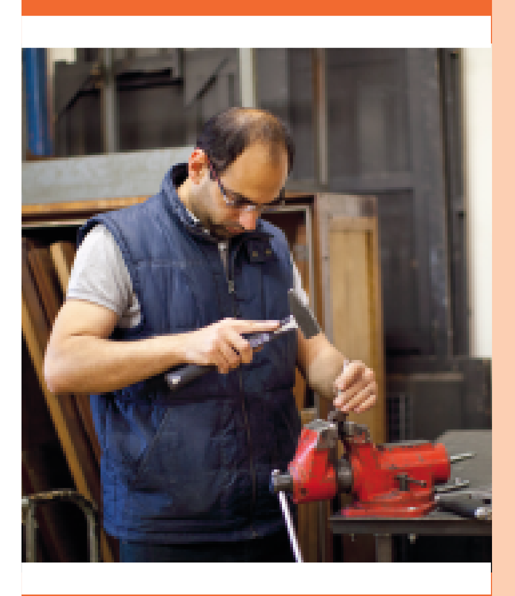
Projets achevés en 2012

- Participation financière de deux pépinières d'entreprises destinées au secteur de l'ESS : ARTIS 1 à Fontaine et ARTIS 2 à Grenoble
- Contractualisation avec la Région pour définir des complémentarités d'actions

Autres projets menés en 2012

- Réflexion afin de faciliter la réalisation de pépinières d'entreprises dédiées à l'ESS, sur le modèle des opérations ARTIS

16
projets subventionnés
sur l'ensemble des territoires isérois dans le cadre de l'appel à projets départemental

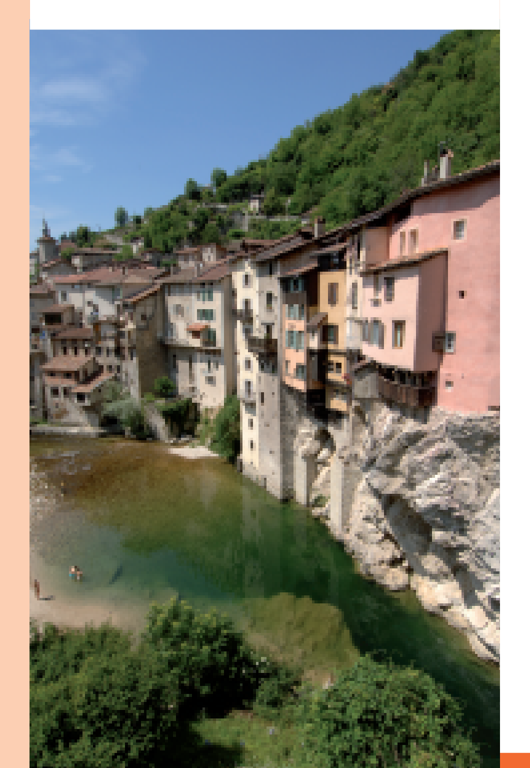


Tourisme

L'Isère est le 6e département français le plus visité en hiver et le 15e en été. Cette attractivité touristique a aussi un impact sur l'implantation des entreprises, qui intègrent de plus en plus la qualité de vie de leurs salariés et les loisirs dans leurs critères de localisation. Des actions ont été menées pour faciliter l'accès aux zones touristiques et pour la promotion des activités touristiques : funiculaire de Saint-Hilaire-du-Touvet, balades et randonnées, refuges des Alpes…

Budget dépensé en 2012 :
4 millions d'euros

L'Isère est le 6e département français le plus visité en hiver et le 15e en été



Activités 2012

Direction de l'aménagement des territoires

Isère tourisme

- Conduite des projets stratégiques dans le domaine touristique : Center parcs, chemin de fer de la Mure, Lac de Paladru, étalements des séjours (opération "Skiez en décalé")
- Instruction des dossiers de demande de subvention pour les dispositifs classiques (hébergement, sentiers de randonnée, contrats de diversification touristique et montagne)
- Accompagnement des associations d'envergure départementale dans leur fonctionnement et le développement de projets : Clévacances, Office de tourisme de l'Isère, Isère cheval vert, Gîtes de France...
- Participation aux instances régionales, nationales et européennes : commission tourisme des contrats de développement Rhône-Alpes, contrats de stations durables, commission UTN (Unités touristiques nouvelles)...
- Soutien aux acteurs et filières :
  - développement et promotion du titre de "Maître restaurateur",
  - accompagnement de l'hôtellerie rurale et familiale pour la mise en conformité et accessibilité,
  - aide à la promotion des filières structurées (refuges, Nordic Isère...)
- Ingénierie et expertise au service des territoires et des porteurs de projets publics et privés, par exemple en 2012 :
  - valorisation du funiculaire de Saint-Hilaire-du-Touvet,
  - diagnostic des domaines skiables du Sud-Isère,
  - pré-schéma directeur du tourisme et des loisirs de proximité de l'Agglomération grenobloise,
  - promotion globale du Vercors,
  - étude du développement d'un tourisme diversifié en Oisans.

Directions territoriales

- Accompagnement de proximité des instances de travail et de décisions des projets touristiques les concernant (dont suivi des CDD)

Principales délibérations de l'année 2012

- Convention d'objectifs et de moyens d'Isère Tourisme pour 2012
- Modification de la charte signalétique du Plan départemental des itinéraires de promenades et de randonnées pour intégration de l'équestre et du trail
- Lancement d'une procédure de DSP(délégation de service public) en vue de la relance du Train de la Mure

Principaux projets

Projets achevés en 2012

- Appel à projets de la valorisation touristique du chemin de fer de La Mure
- Plan départemental, des espaces sites et itinéraires de promenades et de randonnées (PDIPR) : développement d'un contrôle qualité par GPS, mise en ligne de 35 randonnées, intégration complète de l'Oisans
- Aéroport de Grenoble : analyse marketing de la clientèle étrangère et aide au lancement de la ligne Grenoble - Nantes
- L'opération "Grande Matheysine" : été 2012

Projets achevés en 2012

- Mise en place de l'opération "Skiez en décalé" pour développer l'étalement des séjours
- Préparation de la délégation de service public pour l'exploitation d'un train touristique entre La Mure et le "Grand balcon" à Monteynard
- Réflexion sur une solution de commercialisation de l'offre touristique iséroise
- Animation des réseaux d'acteurs : organisation des "Rendez-vous d'Isère tourisme", édition de la lettre professionnelle mensuelle à destination des acteurs du tourisme, développement du réseau SITRA (Système d'Information Touristique Rhône Alpes)
- Appel à projet "refuges" pour élaborer une vision pluriannuelle d'un plan de soutien du Conseil général
- Création de nouvelles brochures touristiques : "Balades et Randonnées", "Refuges des Alpes", "Campings et camping-cars", "Cylcotourisme et vélo loisirs"
- Participation à l'élaboration du site Isère sports nature

Mise en ligne de 35 randonnées du plan départemental des espaces, sites et itinéraires de promenades et de randonnées



Contribution à l'Agenda 21

Faire du plan départemental des itinéraires de promenades et randonnées (PDIPR) un outil de développement touristique

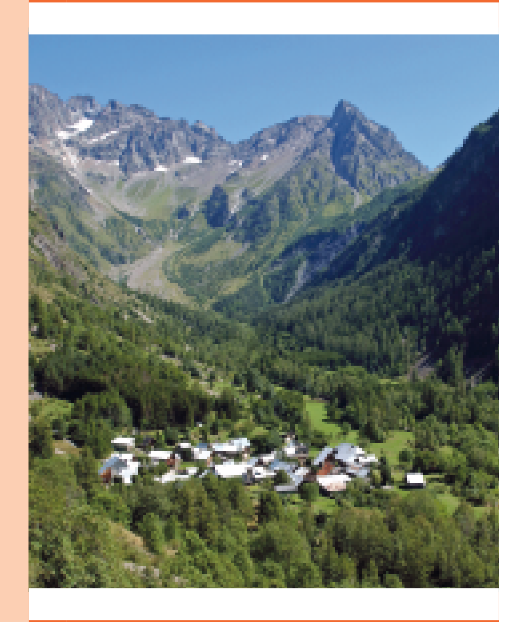
Isère Tourisme poursuit son objectif d'amélioration et de valorisation du Réseau départemental de promenades et de randonnées.

En 2012, l'Isère compte 8 533 kilomètres de sentiers aménagés dont 2 517 km ont été évalués et 80 % sont jugés conformes à la charte départementale

Montagne

Les montagnes constituent la richesse du département de l'Isère. Le Conseil général de l'Isère œuvre pour leur protection et leur aménagement et promeut les produits agricoles et artisanaux de montagne. En parallèle, le Département favorise le tourisme en montagne tout en veillant à la protection de la faune et de la flore. Montagne 2040, révision du schéma inter régional du massif des Alpes, participation au Salon pour l'aménagement de la montagne… sont autant de chantiers pour la valorisation de nos montagnes

Budget dépensé en 2012 :
1,7 millions d'euros



Activités 2012

Direction de l'aménagement des territoires

Service économie et agriculture, mission montagne :

- Contribution à la réflexion prospective de la Région Rhône-Alpes "montagne 2040" et aux travaux des réseaux montagne (club euro alpin, association ADRETS…)
- Participation aux travaux du Comité de massif et de sa Commission permanente
- Participation au Comité technique de pré-programmation des programmations alpines (Programme opérationnel inter-régional des Alpes-FEDER et Convention inter-régionale du massif des Alpes)
- Préparation des programmations alpines 2014-2020 (contribution aux projets de diagnostics territoriaux stratégiques des Alpes et de Rhône-Alpes)
- Contribution rédactionnelle à la révision du schéma inter-régional du massif des Alpes

Principales délibérations de l’année 2012

- La révision du schéma inter régional du massif des Alpes

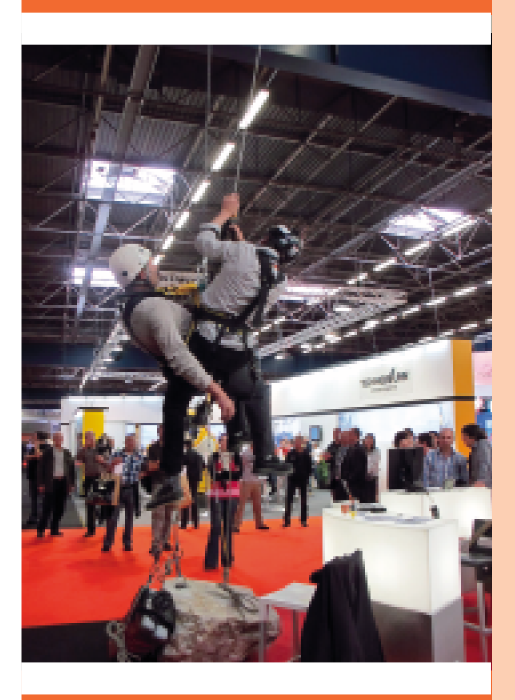
Principaux projets

Projets achevés en 2012

- Préparation et animation de l’espace “Grenoble-Isère” dans le cadre du Salon pour l’aménagement de la montagne (SAM)

Projets achevés en 2012

- Participation à l’émergence de projets innovants pour la montagne (aqualienne, dameuse à hydrogène)
- Poursuite du projet de valorisation des produits agricoles et artisanaux de montagne



Contribution à l’Agenda 21

Diversifier les activités touristiques à la montagne (contrats de développement diversifié)

Face aux incertitudes pesant sur les taux d'enneigement dans les années futures, le Conseil général encourage et soutient les actions de diversification économique et touristique

Logement et urbanisme

L'Isère accueille chaque année des milliers d'habitants supplémentaires et doit répondre aux besoins en logements générés par les évolutions sociodémographiques. De nombreux plans d'urbanisme ont été mis en place pour répondre à la demande croissante en matière de logement. Le Conseil général de l'Isère agit aussi sur l'ensemble de la chaîne résidentielle par une production diversifiée de logements durables pour nos usagers cibles (personnes âgées, handicapées et défavorisées)

Budget dépensé en 2012 :
10,5 millions d'euros

77 000
logements
dans le parc
de logement social
(Source INSEE 2009)

26 100
demandes
de logements sociaux
fin 2011

497 221
résidences principales
(Source INSEE 2009)

10 300
logements autorisés
(Source Sitadel)

5 900
logements sociaux
mis en chantier

dont

57 % en collectif
et **43 %** en individuel

Activités 2012

Direction de l'aménagement des territoires (DAT)

- Conduite stratégique du Plan départemental de l'habitat (PDH) : organisation de la deuxième conférence en lien avec l'observatoire permanent du PDH et trois ateliers thématiques d'acteurs de l'habitat
- Mise en œuvre du PDH : adoption et mise en œuvre du référentiel PDH applicable aux logements sociaux PLAI (prêt locatif aidé d'intégration), adoption du dispositif de soutien à l'accession sociale, installation du guichet unique "sortir du mal logement en Isère"
- Poursuite de la mission logement pour coordonner les actions du Conseil général dans le domaine du logement (urbanisme, autonomie, social)
- Dans le cadre du Plan départemental pour le logement des plus défavorisés en Isère (PALDI) : adoption du nouveau cadre de travail des commissions sociales des CLH (commission locale pour l'habitat) et mise en œuvre du nouveau dispositif de soutien aux PLAI
- Mise en œuvre d'un accompagnement des stratégies foncières des collectivités locales : mise en place du partenariat avec la région Rhône-Alpes
- Installation de la compétence Protection des espaces agricoles et naturels (PAEN) et engagement d'un premier projet sur Centr'alp
- Avis sur les documents de planification et d'urbanisme : schémas de cohérence territoriale (SCOT) de la région urbaine de Grenoble (RUG) et du Nord Isère
- Mise en œuvre de la compétence aménagement foncier rural : installation des commissions d'aménagement foncier (pour le Lyon-Turin, le CFAL Nord (contournement ferroviaire de l'agglomération lyonnaise) et les réglementations des boisements) et préparation d'un nouveau dispositif pour les échanges de parcelles
- Mesures agro-environnementales territorialisées : mise en œuvre des projets de la Matheysine et Belledone, élaboration d'un projet pour le Trièves

Directions territoriales

- Instruction et rédaction des avis sur les Plans locaux d'Urbanisme (PLU), mise en place des commissions PLU territorialisées
- Participation aux actions de la mission logement concernant la précarité énergétique
- Participation et implication dans les procédures d'aménagement

foncier rural et pour les mesures agro-environnementales

Principales délibérations de l'année 2012

- Avis sur le schéma de cohérence territoriale (SCOT) du Nord-Isère et de la Région Urbaine Grenobloise
- Avenant au Plan d'action pour le logement des personnes défavorisées en Isère (PALDI) modifiant le cadre de travail des commissions sociales de CLH
- Dispositif départemental 2012-2014 de soutien à l'accession sociale en Isère
- Stratégie foncière : convention de partenariat avec la région RhôneAlpes et déclaration commune
- Avis sur l'extension de l'EPFL du Dauphiné (Établissement Public Foncier Local)
- Une convention cadre et une convention opérationnelle avec la Safer

Principaux projets

Projets achevés en 2012

- Référentiel PDH adopté et utilisé pour moduler les financements des PLAI
- Cadre d'exercice des commissions sociales des CLH
- Lancement du guichet unique "sortir du mal logement en Isère" (lutte contre la précarité énergétique, l'insalubrité et l'indécence dans le parc privé)

Autres projets menés en 2012

- Périmètre d'Aménagement des Espaces Naturels (PAEN) "plaine de l'Isère" : concertation en vue d'arrêter le périmètre
- Étude de gisement foncier (volet préservation) sur la Communauté de Communes de Bièvre Est, la Communauté d'Agglomération Porte de l'Isère, la Communauté d'Agglomération du Pays Viennois
- Mise en œuvre des conventions CG- EPCI sur l'ensemble de la politique logement (observation, aide à la précarité, autonomie, social)
- Préparation de la plateforme d'ingénierie territoriale mutualisée
- Promotion des outils de la gestion de l'espace rural auprès des collectivités du Nord Isère en lien avec les études autour de Saint Exupéry

1750
logements sociaux
mis en service
en 2011
(Source DDT 2011)



Contribution à l'Agenda 21

Inciter à la production de logements sociaux de qualité à proximité des services
Le Conseil général a développé en 2012 quatre outils permettant de mieux faire correspondre l'offre de logements sociaux aux réels besoins des bénéficiaires.

Expérimenter une méthode visant à concilier les usages sur les espaces naturels et agricoles péri-urbains
En 2012, pour conforter les usages agricoles et naturels des espaces sous pression foncière, expérimentation concluante sur les 3 sites expérimentaux, méthodologie éprouvée et prise de compétence PAEN et élaboration d'un guide méthodologique à destination des collectivités

Équipement des territoires et aménagement numérique

Le Conseil général de l'Isère agit pour l'équipement des territoires et l'aménagement numérique du département. Recensement des besoins pour les dotations et répartition des finances pour les équipements, proposition aux communes d'une mise en œuvre pour l'accès à l'Internet et au très haut débit, numérisation des documents d'urbanisme… les actions du Département contribuent à la compétitivité et à l'attractivité économique du territoire

Budget dépensé en 2012 :
32,3 millions d'euros

27 millions d'euros
de dotation territoriale

13 millions d'euros
de dotation départementale

1 639 dossiers
de dotation territoriale



Activités 2012

Direction de l'aménagement des territoires

Équipement des territoires

- Recensement des besoins des directions pour les dotations départementales (13 millions d'euros) et proposition d'une répartition financière
- Suivi des six procédures contractuelles de type Parcs Naturels Régionaux (PNR) et du programme européen Leader (16 dossiers PNR et 19 dossiers Leader traités pour un montant de 615 000 euros)
- Gestion d'une partie des subventions relevant de la dotation départementale pour un montant de 1 525 500 euros : équipements exceptionnels, dégâts d'orages, aménagement de sécurité aux abords des collèges et carrefours entre les routes départementales et voies communales
- Coordination avec les 4 Contrats de Développement de Rhône-Alpes (CDRA) en cours
- Répartition des crédits d'États pour l'électrification Rurale (FACE) et Amendes de police

Aménagement numérique

- Mise en place d'équipements permettant l'accès aux services Internet à haut débit sur les zones blanches ADSL grâce à des solutions Wi-Fi : 302 micro-stations installées couvrant 150 communes
- Conduite des études d'un Réseau d'Initiative Publique (RIP) très haut débit (THD)
- Numérisation et mise à disposition des documents d'urbanisme
- Achèvement de la numérisation du cadastre de l'Isère (531 communes sur 533)

Directions territoriales

- Gestion de la dotation territoriale pour un montant de 27 millions d'euros
- Traitement des demandes de subventions des communes et de leurs groupements
- Instruction et préparation des subventions au bénéfice des communes et intercommunalités au titre de la dotation territoriale : 1 639 dossiers en dotation territoriale traités

- Organisation des conférences territoriales
- Gestion des CDRA en cours : 90 dossiers traités

Principales délibérations de l'année 2012

- Montage juridique et financier du schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN) pour mettre en œuvre le réseau d'initiative publique (RIP) départemental. Le coût global de la 1ère phase est de 347 millions d'euros, dont 167 à la charge des différentes collectivités
- Évolution du règlement des aides départementales (obligation pour les maîtres d'ouvrage d'afficher le soutien du Conseil général sur tous les documents relatifs à leurs projets ainsi que sur les panneaux de chantier et invitation à l'inauguration ou au lancement du projet)
- Avis favorable à la création du pôle métropolitain G4 – Lyon, Saint Étienne, Vienne, CAPI (Communauté d'Agglomération Porte de l'Isère)

Principaux projets menés en 2012

- Poursuite des études en vue de la mise en place d'un réseau d'initiative publique très haut débit (RIP THD) qui doit permettre dans une première phase de 7 ans, de desservir l'ensemble des 533 communes iséroises, 75 % des entreprises et 58 %des foyers
- Élaboration d'un observatoire départemental dans le domaine de l'aménagement des territoires intégrant l'équipement des communes et de leurs groupements

533
communes en Isère

302
micro-stations Wi-Fi
couvrent
150 communes
en zone blanche
ADSL

Contribution à l'Agenda 21

Approfondir la démarche d'éco-conditionnalité des aides départementales

Le Conseil général conditionne ses aides à des critères environnementaux et contribue à l'amélioration des projets subventionnés.
Trois nouveaux dispositifs en 2012 : l'aide à la construction de médiathèques, les aides aux équipements urbains de la politique de la ville – ANRU (hors habitat), les aides aux pôles d'échanges multimodaux et aux parcs-relais pour les transports en commun.
Au total en 2012, après 2 ans de mise en œuvre, l'éco-conditionnalité s'applique sur plus de 12,8 millions d'euros d'aide part

Agriculture et forêts

Le territoire isérois est riche en domaines agricoles et forestiers que le Conseil général de l'Isère souhaite préserver et valoriser. Le Département défend la qualité des produits isérois en aidant à la traçabilité des produits. Il soutient par exemple les cultures biologiques, valorise les produits agricoles locaux de qualité et le bois local tout en privilégiant les circuits courts. Autre action : le soutien financier aux agriculteurs. Le département opère également un contrôle strict en matière de santé alimentaire grâce au laboratoire vétérinaire départemental

Budget dépensé en 2012 :
4,9 millions d'euros

6 302
exploitants agricoles

319 263
hectares de surface cultivée représentant
37 %
de la superficie du département

254 000
hectares de forêt couvrent
1/3 de la superficie du département



Activités 2012

Direction de l'aménagement des territoires

- Mise en place d'une politique alimentaire qui garantit aux publics, sous responsabilité des politiques départementales, et aux consommateurs isérois un approvisionnement sûr et durable en produits agricoles locaux de qualité. En particulier, développement d'un approvisionnement local en restauration collective
- Aides financières directes aux agriculteurs qui transforment et commercialisent en circuits de proximité, et aux industries agro-alimentaires pour structurer une offre en produits locaux
- Aides financières directes aux agriculteurs et appui technique pour conforter les productions de qualité et assurer des conditions de travail et de vie convenables
- Soutien à la préservation des espaces agricoles et à la conciliation avec les enjeux environnementaux
- Conseil et expertise auprès des intercommunalités pour l'émergence, l'élaboration et le suivi de chartes forestières de territoire (Sud Isère et Bonnevaux)
- Action pour développer l'utilisation du bois local, en circuit court, dans la commande publique du Département ; application sur une dizaine de collèges et sur les Maisons de territoire Vercors et Trièves (Bois des Alpes)
- Appui à la structuration d'un réseau de plateformes bois énergie
- Expertise pour la mise en place de nouveaux critères d'aide pour favoriser le regroupement forestier et pour aider à la modernisation des entreprises de 1ère et de 2ème transformation

Laboratoire vétérinaire départemental

- Santé publique : protection du consommateur par le contrôle de la qualité des denrées destinées à la consommation humaine (18 000 analyses de microbiologie alimentaire et 1 400 analyses de chimie alimentaire). Accompagnement des 45 cuisines autonomes/ des collèges et des 5 cuisines centrales mutualisées : prélèvements et analyses des plats cuisinés, audits des cuisines, suivis des PMS (plan de maitrise sanitaire), formations en hygiène. Soutien à l'amélioration de la qualité sanitaire des circuits courts : 3 500 paramètres réalisés pour les producteurs fermiers en 2012. Suivi technique de Manger Bio d'ici Alpes Bugey pour l'introduction des produits bio dans les collèges
- Santé animale : dépistage des maladies contagieuses, contrôle de l'état

sanitaire de l'ensemble des élevages isérois d'animaux de rente, et participation à la surveillance du risque de transmission, à l'homme, des maladies animales (dites zoonoses). Confronté à la crise sanitaire de la maladie de Schmallenberg les services de biologie vétérinaire ont répondu présents et ont démontré leur réactivité technique et informatique. A compter d'août 2012, réalisation des PCR (Polymerase Chain Reaction) Schmallenberg sur des bovins exportés vers l'Algérie dans un contexte systématique d'urgence

- 22 agréments délivrés, sur la base d'une candidature, par la direction générale de l'alimentation qui référence le laboratoire comme prestataire d'analyses, sur la base des accréditations détenues ou à obtenir et de la transmission par voie télématique des résultats
- 44 paramètres accrédités après audits qualité et technique du Comité français d'accréditation (COFRAC)

Directions territoriales

- Prise en charge de nouvelles missions dans le domaine de la gestion de l'espace avec le déploiement d'agents territorialisés (mesures agro environnementales notamment)
- Mobilisation des acteurs de la restauration collective pour développer un approvisionnement local sur le Trièves et la Matheysine

Principales délibérations de l'année 2012

- Dispositifs d'aides aux agriculteurs qui transforment et commercialisent leurs productions en circuits de proximité
- Dispositifs d'aides aux investissements de stockage de fourrage pour les éleveurs qui s'engagent dans la démarche d'Identification Géographique Protégée (IGP) pour le Saint-Marcellin
- Charte départementale "Installation Jeunes agriculteurs" signée par le CG 38, l'État, l'Association des Maires de l'Isère, la Chambre d'agriculture et le Syndicat Jeunes agriculteurs
- Reprise de la gestion des abattoirs du Fontanil par le collectif des usagers (éleveurs, bouchers, etc.)

Principaux projets

Projets achevés en 2012

Agriculture et forêt

- Approvisionnement local, à partir de janvier 2013, des cuisines mutualisées des collèges en fruits et légumes de saison et produits bio : deux plateformes de producteurs locaux ont, entre autres, été retenues
- Mesures agri-environnementales de gestion des prairies sur le territoire du Trièves en sus des programmes existants sur Belledonne et Matheysine
- Participation au Salon européen du bois

19 428
paramètres analysés en hygiène alimentaire

en santé animale :

3 859
analyses en PCR

93 287
analyses en sérologie

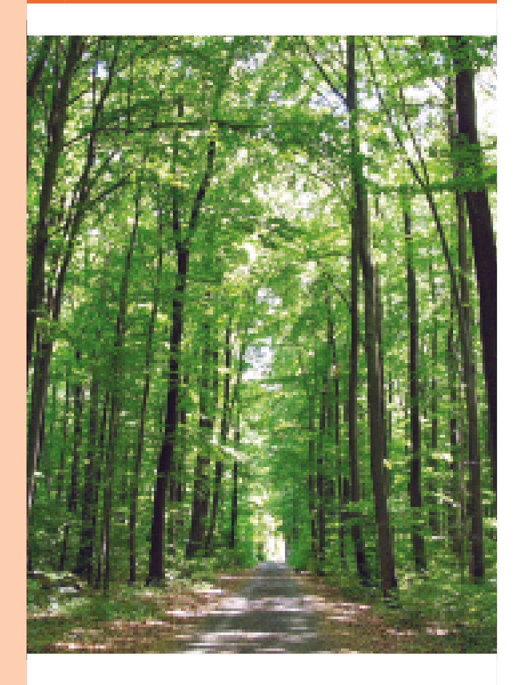
22
agréments obtenus
par la direction générale de l'alimentation

et

44
accréditations obtenues
par le Comité français d'accréditation (COFRAC)
au laboratoire départemental

45 collèges
accompagnés dans leur plan de maîtrise sanitaire

550
producteurs fermiers
en Isère



Contribution à l'Agenda 21

Élargir "manger bio et autrement" à une politique alimentaire en faveur des circuits courts
En 2012, recensement de l'offre agricole sur les territoires Nord-Isère et de l'agglomération grenobloise

Promouvoir la filière bois par l'éco-construction et le bois énergie
Le Conseil général agit afin de promouvoir la valeur ajoutée au profit de la filière bois en Isère.
Les actions se déploient tant au niveau de la filière amont, au niveau des forêts (publiques ou privées), qu'au niveau de la filière aval de transformation du bois.

- Organisation du colloque bois construction et des Trophées bois

Laboratoire départemental

- Mise en place des Plans de Maîtrise Sanitaire pour toutes les cuisines autonomes des collèges de l'Isère
- Crise sanitaire liée à l'émergence du virus de la maladie de Schmallenberg :
  - Mise au point de la technique d'analyse par PCR – agrément obtenu fin février 2012
  - Mise en place de la transmission des résultats par voie télématique via SIGAL à la demande de et vers la Direction générale de l'alimentation (DGAL) – mars 2012

Autres projets menés en 2012

- Circuits-courts alimentaires : contribution au montage juridique et financier de projets légumerie et magasins de producteurs. Structuration d'un plan d'actions interconsulaire et mobilisation de fonds européens
- Maîtriser la qualité sanitaire des produits livrés dans les collèges
- Suivi de la procédure de redressement judiciaire de l'exploitant des abattoirs du Fontanil : adoption par le tribunal de commerce du plan de continuation proposé par l'association des usagers
- Sensibilisation des établissements pour personnes âgées et handicapées, aux enjeux d'un approvisionnement local de la restauration
- Mise en œuvre du 1er PAEN (périmètre d'aménagement des espaces naturels et agricoles) sur la plaine de l'Isère avec la Métro (communauté d'agglomération Grenoble-Alpes métropole) et la CAPV (communauté d'agglomération du pays viennois)
- Nouvelle gouvernance du Pôle bois de Saint-Michel-les-Portes sur les activités de bois énergie et bois d'œuvre : accompagnement technique et juridique
- Lancement de l'action sur l'innovation et la recherche dans la filière bois

Énergie et développement durable

Depuis 2001, le Département œuvre pour un modèle de développement responsable pour mieux protéger l'environnement, lutter contre les inégalités sociales et favoriser une économie durable et partagée. L'Agenda 21 de la collectivité permet de mieux maîtriser notre consommation d'énergie, d'avoir une administration écoresponsable et mettre en place un plan climat-énergie. Éco-conditionnalité des aides aux communes, audit énergétique des bâtiments, aides aux travaux d'isolation destinée aux propriétaires modestes… sont quelques d'exemples de nos actions concrètes

Activités 2012

Direction de l'aménagement des territoires

- Animation du plan d'actions de l'Agenda 21 départemental et édition du rapport Développement Durable
- Élaboration et animation du Plan climat énergie départemental (PCED) : maîtrise de l'énergie, limitation des gaz à effet de serre et adaptation au changement climatique dans l'ensemble des politiques publiques
- Conception et suivi des aides départementales aux particuliers relatives à la promotion des énergies renouvelables et à la maîtrise de l'énergie
- Gestion des aides aux collectivités publiques et organismes privés ENR (Énergie renouvelable) et maitrise de l'énergie
- Élaboration et suivi des conventions avec les acteurs associatifs et institutionnels du domaine de l'énergie

Directions territoriales

- Participation aux actions de l'Agenda 21 et du PCED
- Instruction des aides départementales aux particuliers relatives à la promotion des énergies renouvelables et à la maîtrise de l'énergie
- Instruction de l'éco-conditionnalité des aides aux communes et à leurs groupements

Principales délibérations de l'année 2012

- Rapport sur la situation en matière de développement durable
- Plan climat énergie départemental : objectifs à horizon 2020 et actions à mener
- Aide aux travaux pour la lutte contre la précarité énergétique en partenariat avec l'Anah (Agence nationale de l'amélioration de l'habitat)

Principaux projets

Projets achevés en 2012

- Audit énergétique des bâtiments départementaux et des collèges
- Bilan gaz à effets de serre : services et patrimoine du Conseil général

Budget dépensé en 2012 :
663 000 euros

321 dossiers d'aides de promotion des énergies renouvelables et maîtrise et développement durable aux particuliers pour un montant de 600 000 euros

Contribution à l'Agenda 21

Rendre l'administration plus éco-responsable

Le Conseil général met en œuvre depuis 2007 des démarches écoresponsables qui visent à limiter les consommations de papier, améliorer le tri sélectif des déchets, optimiser les déplacements professionnels

Maîtriser la consommation énergétique des bâtiments départementaux et produire de l'énergie renouvelable

En 2012 fin des audits énergétiques des bâtiments départementaux.

Élaborer et mettre en œuvre un plan climat-énergie départemental

Le Conseil général a adopté par délibération le 24 février 2012 les orientations de son Plan climat-énergie départemental.

Culture

Collecter, sauvegarger et valoriser le patrimoine tout en agissant sur la promotion des actions autour de la mémoire et pour la défense des Droits de l'Homme… le Conseil général de l'Isère conduit une politique de connaissance, de restauration et de mise en valeur du patrimoine et de la culture. Le Département accompagne les enseignements artistiques, aide au développement d'événements culturels et territorialise certaines missions pour la 1ère année : pratiques amateurs, projets de proximité, culture et lien social

Budget dépensé en 2012 :
21,8 millions d'euros

35 km
linéaires de rayonnage
des archives départementales
dont
438 m ajoutés en 2012

10
musées départementaux
ont accueilli plus de
400 000
visiteurs en 2012
(fréquentation en augmentation de plus de 4 %)



Activités 2012

Direction de la culture et du patrimoine

- Développement de l'accès à la lecture, à la connaissance et au partage des savoirs, par le soutien de la bibliothèque départementale de l'Isère aux bibliothèques locales : 260000 documents prêtés, formation de 749 personnes, 189 interventions dans les communes pour des conseils et expertises
- Collecte de la mémoire et promotion des missions des Archives départementales : près de 35 kilomètres de linéaires dont 438 mètres linéaires ajoutés en 2012, 38203 dossiers communiqués en salle et 289586 visites uniques sur le site Internet des Archives départementales
- Transmission et valorisation du patrimoine collectif de l'Isère : gestion des dix musées départementaux concourant à la conservation, la pédagogie et la transmission de la mémoire : musée dauphinois, musée de la Résistance et de la Déportation, musée de l'Ancien Évêché, musée de Saint-Antoine l'Abbaye, musée Hector Berlioz, musée Hébert, Ensemble départemental d'art sacré de Saint-Hugues-de-Chartreuse, musée de la Révolution Française dans le domaine départemental de Vizille, musée archéologique de Grenoble, musée de la Houille Blanche. Plus de 400000 visiteurs en 2012 (fréquentation en augmentation de plus de 4 %), 25 expositions proposées, un nouvel espace dédié à l'art contemporain réouvert au public, plus de 67000 fiches d'objets numérisés mises en ligne
- Réalisation de l'inventaire du patrimoine isérois, conseil et soutien des partenaires dans les projets d'animation autour du patrimoine : 2741 interventions, 198 communes abordées, valorisation et accompagnement des porteurs de projets
- Soutien et accompagnement de la création et de la diffusion du spectacle vivant et des arts visuels soit 183 associations et 26 collectivités pour 5, 2 millions d'euros
- Information du public et des professionnels de l'offre culturelle : 34215 visiteurs uniques du site isere-culture.fr
- Animation du schéma départemental des enseignements artistiques pour offrir une éducation artistique et culturelle au jeune public : près de 80 écoles de musique financées, ce qui concerne plus de 50000 élèves

Directions territoriales

- En matière d'animation culturelle du territoire : conseils et assistance aux porteurs de projets culturels en cohérence avec la politique culturelle départementale, facilitation de la rencontre avec les publics sur les sites et du croisement des disciplines culturelles, sociales, éducatives et du développement territorial, mise en valeur du patrimoine isérois : signalétique, éditions...
- Première année pour la territorialisation de certaines missions : pratiques amateurs, projets de proximité, culture et lien social : 230 dossiers présentés

Principaux projets menés en 2012

- Ouverture du Musée archéologique de Grenoble avec, pour la première fois, la présentation des collections issues des fouilles archéologiques
- Ouverture du musée de la Houille Blanche, Maison Bergès

Autres projets menés en 2012

- Développement de la dimension territoriale de la politique culturelle du Département : renforcement du rôle des territoires dans l'action culturelle de proximité et rééquilibrage territorial dans l'attribution des subventions
- Création d'un espace culturel numérique, pour mettre à disposition de tous les publics sur Internet les ressources culturelles iséroises actualisées en temps réel
- Organisation du préarchivage des services du Conseil général
- Travail mené pour le développement du mécénat
- Élaboration du projet de musée des cultures industrielles

67 000
fiches d'objets numérisés mises en ligne

Près de 80
écoles de musique financées
ce qui concerne plus de
50 000 élèves

Contribution à l'Agenda 21

Utiliser la culture comme support de lien social

Le Conseil général soutient un accès pour tous à la culture. Il met en œuvre sur ses treize territoires les aides aux projets "culture et lien social", destinées à favoriser les pratiques artistiques en amateur et les projets culturels de proximité.
2012 : 260 dossiers ont été subventionnés en Isère, dont 64 % concernent les territoires hors agglomération grenobloise, avec une croissance de 17 % par rapport à 2011

Coopération internationale

Développer une politique de coopération active. Inscrire la coopération dans le cadre du développement durable pour permettre à nos partenaires de se développer de façon autonome dans le respect de leur culture et leur environnement. Telles sont les principales activités de la coopération internationale qui s'appuie sur un réseau isérois et des acteurs du développement et des partenaires internationaux.

Budget dépensé en 2012 :
633 000 euros

Plus de 150 structures de la société civile mobilisées sur les plateformes de coopération

Sur les 312 emplois des associations et ONG iséroises qui interviennent à l'international environ une centaine maintenue et mobilisée annuellement sur les projets de coopération (sondage mené auprès des opérateurs)

Activités 2012

- Animation et outillage de l'action coopération internationale par l'organisation d'ateliers thématiques "genre et développement", "économie sociale et solidaire", "interculturalité et développement", "droit et développement", édition d'un document outil, "Le cahier de la coopération pour un développement durable", diffusion de brèves bi-mensuelles par pays
- Mise en œuvre la charte de la coopération décentralisée, en partenariat avec nos partenaires et notre société civile : démarche de développement durable, rappel du cadre législatif et réglementaire qui nous permet d'agir, clarification de nos objectifs et les valeurs qui les sous-tendent, et de notre stratégie d'action avec une affirmation forte de l'intérêt départemental
- Valorisation des actions du Conseil général par la mutualisation en interne et la recherche de complémentarité avec d'autres collectivités (Intercollectivité Rhône Alpes Pour l'Arménie) afin de réaliser des économies d'échelles et d'être plus efficace
- Inscription du Département dans des réseaux nationaux et internationaux : visibilité et reconnaissance de nos méthodes et nos outils, par les réseaux nationaux, internationaux, le Ministère des Affaires Étrangères
- Veille au retour sur le territoire isérois : 45 % de nos actions se réalisent en Isère
- Mobilisation de la société civile et implication des diasporas de différents pays partenaires
- Recherche de cofinancement pour la mobilisation de recettes supplémentaires

Principales délibérations de l’année 2012

- Charte de la coopération décentralisée et des relations internationales
- Convention de Coopération internationale pluriannuelle 2012-2014

Principaux projets menés en 2012

- Coopération avec le Sénégal : renforcements des capacités institutionnelles dans les domaines de la planification territoriale, du tourisme, de l’environnement avec la Réserve naturelle communautaire du Boundou, de la santé, de la promotion de l’égalité hommes-femmes, de l’éducation et de la culture
- Coopération avec le Maroc : dans la région Tadla-Azilal, accompagnement des structures d’accueil des enfants abandonnés handicapés de Béni-Mellal
- Coopération avec l’Arménie : fin de la mise en œuvre du plan d’actions triennal 2010-2012 mené en mutualisation avec les villes de Grenoble, Romans et Vienne autour du tourisme, de la francophonie, de la santé et de l’appui institutionnel. Plusieurs actions ont été menées : soutien à la filière touristique globale dans le Guégharkunik, un forum franco-arménien a eu lieu à Autrans, sur le tourisme durable, appui à la réhabilitation de l’hôpital de Gavar et développement de la francophonie : 150 personnes (collégiens, étudiants, adultes…) ont déjà suivi des cours intensifs de français, animations francophones…
- Coopération avec la Palestine : réalisation de diagnostics partagés pour mettre en œuvre les actions prévues dans le cadre de notre coopération (notamment de la mise en place de filière de préfiguration du premier institut universitaire de Palestine avec une convention signée entre l’IUT1 et l’université Al Ahlya de Bethléem)
- Algérie : via un appel à projets, soutien pour une dizaine d’actions en Algérie et en Isère sur la valorisation du patrimoine culturel par l’échange, la production d’un film didactique avec les collégiens et des associations “Algérie sous France” et sur le renforcement de l’association des diabètiques de Constantine
- En Isère : appui aux neuf collectifs organisateurs de la Semaine de la solidarité internationale, représentant plus de 200 associations réparties sur l’ensemble du territoire isérois, appui au Réseau Jeunesse et Solidarité Internationale (RJSI) regroupant différents acteurs qui accompagnent des jeunes qui ont des projets à l’étranger et organise entre autre des week-ends de préparation au départ pour les jeunes



Plus de 200 actions de coopération menées

Contribution à l’Agenda 21

Diffuser la charte du développement durable auprès des partenaires de coopération

En 2012, toutes les conventions passées avec les partenaires du Conseil général prennent en compte les principes de développement durable

Évaluer les actions de coopération internationale au regard du développement durable

Le Conseil général décline en actions concrètes la charte du développement durable pour assurer l'égalité, la solidarité, la réciprocité et la subsidiarité entre les partenaires, l'implication des ressources des territoires ainsi que la transparence, l'évaluation et la capitalisation des actions

Les fonctions support

Ressources humaines

Le Conseil général de l'Isère favorise l'adéquation des compétences des agents aves les missions et les contraintes de la collectivité. La direction des ressources humaines assure également la gestion de la masse salariale et des rémunérations des agents. Elle pilote et anime l'accueil des usagers et le développement du management par objectifs au sein de la collectivité. Dans ce but, les processus et les outils sont adaptés et mis au service de l'encadrement et des gestionnaires ressources

4 596
agents départementaux
au Conseil général de l'Isère

dont
494
assistants familiaux

235
recrutements

439
stagiaires
accueillis



Activités 2012

Direction des ressources humaines

- Gestion des carrières, des rémunérations, du temps de travail des 4 596 agents du Département, dont 494 assistants familiaux
- Maîtrise de la masse salariale dans le cadre du redéploiement continu des moyens humains au sein des directions et des réorganisations des services : 22 commissions d'évolution des emplois pour 342 postes inscrits
- Recrutement du personnel (235 recrutements), gestion des demandes de stages, accueil de 439 stagiaires et de 32 apprentis
- Accompagnement de l'orientation professionnelle des agents : 562 entretiens réalisés par la cellule d'orientation professionnelle pour 196 personnes suivies
- Définition et mise en œuvre du plan de formation de la collectivité avec 7 860 départs en formation en 2012, dont 544 pour les assistants familiaux
- Développement des actions de prévention de santé et sécurité au travail :
  - 1 578 visites médicales effectuées par le service santé au travail
  - 160 réunions dans le cadre du schéma directeur hygiène et sécurité
  - 60 expertises et plus de 40 réponses techniques hygiène et sécurité
  - 31 réunions pour le comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail (CHSCT)
  - 192 habilitations et autorisations délivrées (électriques, conduite en sécurité, travail en hauteur, correspondants hygiène et sécurité)
  - 24 sessions de formation assurées (évacuation, accueil saisonnier viabilté hivernale, formation au document unique d'évaluation des risques)
- Diffusion et mise à disposition d'une information générale des agents sur le fonctionnement et les projets de la collectivité : réalisation du magazine interne diffusé à tous les agents (11 numéros par an), diffusion d'actualités quotidiennes sur l'intranet, organisation de deux journées d'accueil des nouveaux arrivants par an
- Organisation de temps d'échanges pour les membres de l'encadrement : trois journées thématiques et un séminaire de deux jours organisés en 2012
- Gestion des instances paritaires : 16 commissions administratives

paritaires (CAP), 10 commissions techniques paritaires (CTP), 3 comités hygiène de sécurité et des conditions de travail (CHSCT)

- Animation du dialogue social : neuf réunions entre la DRH et les organisations syndicales, 20 réunions thématiques ou groupes de travail
- Accueil des usagers :
  - Réception, tri, enregistrement et envoi des courriers des directions centrales : 11 573 courriers enregistrés, 260 560 plis affranchis par le service accueil des usagers, gestion des 8 455 courriels des usagers envoyés sur les messageries, enregistrement de 375 notes de service et gestion des 12 587 arrêtés émis par le Département
  - Accueil physique et téléphonique des usagers : 9 000 appels mensuels reçus par les agents du standard téléphonique, 150 personnes renseignées et/ou orientées en moyenne par jour par les agents d'accueil des sites centraux
  - Accueil numérique : accompagnement à la rédaction et à la mise à jour des 220 pages thématiques du portail www.isere.fr.
- Management de la qualité :

Alimentation de la réflexion stratégique

- Fin 2012 : élaboration d'un bilan annuel du projet d'administration ; 68 % de taux de reporting par mois en moyenne sur l'année, 239 projets en cours sur 2012
- Consolidation du rapport d'activité de l'année 2011

Garantie de la qualité des objectifs

- Vérification de la cohérence des projets des directions territoriales avec les projets transversaux et les projets des directions centrales
- Simplification de l'outil de suivi Magiq
- Modification de sept indicateurs de suivi de l'activité permanente, suppression d'un indicateur et ajout de deux nouveaux indicateurs

Pilotage de l'atteinte des objectifs

- Animation de douze revues mensuelles de direction générale (26 projets, 73 sous-volets et dix indicateurs de pilotage de l'activité permanente)
- Suivi mensuel de 99 projets et accompagnement individualisé de 31 chefs de projets
- Organisation de deux visites de surveillance de l'organisme de certification (LRQA) dans le cadre de la certification ISO 9001 et de 19 audits internes pour vérifier l'efficacité des processus
- Au sein du système de management QSE (qualité sécurité environnement) du parc, accompagnement à la réalisation d'une revue de direction et d'une revue de processus, aide méthodologique pour la formalisation des processus

Diffusion de la qualité comme outil de management

- Organisation des deux réunions annuelles avec les correspondants qualité et actualisation de la lettre de mission du "correspondant qualité"



9 000
appels mensuels reçus par les agents du standard téléphonique

239
projets pilotés par la collectivité sur 2012

Rédaction des offres de services de 21 politiques publiques et fonctions support

7 860
départs en formation
en 2012

1 578
visites médicales
effectuées par le service santé au travail

Contribution à l'Agenda 21

Expérimenter le télétravail dans l'administration départementale
Améliorer les conditions de vie des agents, tout en optimisant la gestion du temps de travail, les temps de trajets et les frais de déplacement, tels sont les objectifs poursuivis par le Conseil général. En 2012 16 télétravailleurs volontaires ont expérimenté le dispositif.

Lutter contre les discriminations dans les pratiques managériales
Les outils permettant de prévenir les pratiques discriminantes ont été mis en œuvre et les agents recruteurs ont été formés aux "bonnes pratiques" de la non-discrimination

- Cinq personnes ont participé à la formation “processus”, et 15 à la formation Iso 9001, quatre à la formation ISO 14001 (environnement) et sept à la formation ISO 18001 (santé et sécurité au travail)

Autres directions

- Remplacement du personnel non titulaire si l'agent à remplacer est en congé maladie ordinaire, maternité, paternité, adoption ou en temps partiel thérapeutique
- Gestion du budget formation sous le principe de fongibilité
- Gestion des autorisations de départs en formation des agents par les directions : perfectionnement, logiciels métiers imposés ; formations ou séances d'information animées par des directions centrales thématiques ; préparations payantes aux concours et examens, participation aux séances d'analyse de la pratique ou de supervision
- Réception, tri et enregistrement des courriers : 876 000 plis affranchis par les directions territoriales, la Maison de l'autonomie et les musées départementaux
- Suivi mensuel dans chaque direction de l'avancement de leurs projets : 239 projets dans toute la collectivité

Principaux projets

Projets achevés en 2012

- Contribution à la réorganisation du territoire de l' Agglomération grenobloise et à la fusion de la direction des routes et de la direction des transports
- Formalisation des objectifs permanents en matière de politique ressources humaines
- Création d'une instance mensuelle pilotée par chaque directeur général adjoint permettant d'échanger sur l'avancée des projets

Autres projets menés en 2012

- Poursuite du déploiement dans les directions du document unique d'évaluation des risques (DUER) et mise en place les actions de prévention concrètes pour diminuer les risques.
- Pilotage de la formalisation de 21 offres de services (objectifs permanents) délibérées en décembre
- Définition d'un référentiel d'accueil des usagers du Conseil général et des modalités de son déploiement.

Protocole

La direction du protocole a pour mission de promouvoir l'image du Conseil général par la bonne organisation des manifestations publiques. Elle traite également les nombreuses invitations adressées aux présidents et aux élus qui représentent la collectivité aux inaugurations, conférences, réceptions… Le protocole poursuit son engagement dans une démarche de dématérialisation de la transmission d'informations, dans le respect de la démarche développement durable du Département.

Activités 2012

Direction du protocole

- Gestion des invitations adressées au Président du Conseil général : 2826 invitations traitées en 2012
- Gestion des présences du Président et de celles de ses représentants : préparation de 104 manifestations
- Conseil auprès des partenaires et associations dans la préparation de leurs manifestations
- Conception et organisation des manifestations sur le territoire départemental et de toutes les réceptions à l'Hôtel du Département
- Six programmations de grande ampleur organisées
- Gestion de la billetterie de transports (national et international)
- Commande de fleurs et gerbes

Principaux projets achevés en 2012

- Grandes conférences départementales (collèges, environnement, habitat,…)
- Soirée offerte aux bénévoles des associations sociales, humanitaires et caritatives de l'Isère
- Deuxièmes Rencontres du Nord-Isère (à Bourgoin-Jallieu)
- Inaugurations des expositions "Berlioz en Italie – Un voyage musical", "L'Isère en relief" et "Justes de l'Isère"
- Soirée du Conseil général de l'Isère au festival Berlioz
- Présentation du premier détecteur de faune en France (Bernin - RD 1090)
- Inauguration des nouveaux collèges de Chirens, du Trièves à Mens, Rose Valland à Saint-Étienne-de-Saint-Geoirs, Jules Vallès à Fontaine,…
- Visites multiples sur les cantons de Vizille et Bourg-d'Oisans - Vallée de la Romanche
- Journée portes ouvertes au collège de Chirens
- Réception en l'honneur des médaillés isérois aux Jeux paralympiques de Londres
- Colloque "Le Peuple en Justice" (avec Robert Badinter) au palais du Parlement

Préparation de
104
manifestations

2 826
invitations
adressées au Président
traitées en 2012

Contribution à l'Agenda 21

Moderniser l'administration grâce à la dématérialisation

En dématérialisant la plupart de ses actes administratifs, le Conseil général contribue à optimiser le fonctionnement de son administration et adopte une consommation raisonnée du papier et de l'énergie. 7 chantiers transversaux mis en œuvre en 2012.

Questure

Le Département assure le fonctionnement de l'assemblée départementale et ses renouvellements. Il gère les délégations à la commission permanente et prend en charge la gestion administrative des élus, de leurs représentations et du fonctionnement des groupes politiques. Il instruit les demandes de subventions aux associations d'élus et au titre des initiatives locales. Il assure le secrétariat des vice-présidents, présidents de commissions et conseillers généraux délégués, ainsi que le transport et la restauration des conseillers généraux dans l'exercice de leurs fonctions

6 séances publiques de l'assemblée départementale

et

10 commissions permanentes en 2012

1 275 délibérations de la commission permanente en 2012

159 délibérations de l'assemblée départementale en 2012

Activités 2012

Direction de la questure

- Préparation et organisation des réunions de l'assemblée départementale, des commissions thématiques et de la commission permanente : six séances publiques de l'assemblée départementale et onze commissions permanentes en 2011.
- Gestion de l'intendance des conseillers généraux
- Gestion des délégations et des représentations des conseillers généraux
- Gestion administrative des élus (indemnités, retraite, formations, frais, etc.) et des groupes politiques
- Instruction des demandes de subventions aux initiatives locales et aux associations d'élus, et des subventions exceptionnelles
- Impression des recueils de rapports et des documents de travail et de communication de l'ensemble des directions du Département : 2,8 millions de copies noir et blanc et 800 000 copies couleur

Directions centrales

- Rédaction des rapports dans le logiciel de gestion des délibérations Gedélibération et transmission à la questure pour traitement et inscription à l'ordre du jour des séances de l'assemblée départementale (159 délibérations) et de la commission permanente (1 275 délibérations). Ces rapports sont transmis aux élus par la direction de la questure
- Organisation et suivi des commissions thématiques par les secrétaires généraux de commissions et adjoints, issus des différentes directions, pour la préparation des séances publiques et de la commission permanente

Principales délibérations de l'année 2012

- Fonctionnement de l'assemblée départementale : remplacement d'un conseiller général et reversement d'écrêtement
- Représentation du Conseil général dans les commissions administratives et dans les organismes extérieurs
- Adoption de l'offre de service de la questure définissant le règlement d'utilisation du service des chauffeurs, des frais de déplacement et du service de restauration des élus
- Délibération concernant les indemnités de fonction des conseillers généraux
- Moyens accordés au fonctionnement des groupes politiques et aux conseillers généraux

Principales décisions des commissions permanentes de l'année 2012 produites par la direction de la questure :

- Mandats spéciaux (34 mandats spéciaux en 2012 exécutés par les conseillers généraux dans le cadre de missions dans l'intérêt de la collectivité)
- Formation des élus (14 formations suivies)
- Subventions aux associations d'élus et de protection civile (213 466 € répartis à 11 associations)
- Aides aux initiatives locales (1,34 M€ répartis par canton en faveur de projets associatifs - 1 190 demandes présentées en commission permanente en 2012)

Principaux projets menés en 2012

- Consolidation de l'organisation de la direction : structuration du service ressources et du fonctionnement des assistantes d'élus
- Lancement de la dématérialisation des rapports, avec constitution d'un groupe d'élus pilote
- Mise au point de l'offre de service de la direction, avec définition d'un cadre réglementaire pour gérer les déplacements et la restauration des élus



1100
demandes de subventions aux initiatives locales présentées en commission permanente en 2012

Contribution à l'Agenda 21

Moderniser l'administration grâce à la dématérialisation Volet "rapports et délibérations"

Étude de l'élargissement de "Manger bio et autrement" à une politique alimentaire en faveur des circuits courts au restaurant des élus

Communication

Faire connaître aux Isérois les domaines d'intervention du Conseil général de l'Isère pour permettre un accès aux services et prestations, et mettre à disposition des services de la collectivité les outils de communication adaptés à leurs missions… telles sont les activités de la direction de la communication.

530 000

exemplaires d'Isère Magazine diffusés chaque mois





Activités 2012

Mise à disposition de tous les Isérois du journal du département, Isère Magazine.

- Réalisation du journal, 48 pages chaque mois, impression et distribution en boîtes aux lettres à 500 000 exemplaires.

Réalisation de documents d'information à destination du grand public sur les missions et le rôle du Conseil général.

- Annuaire de l'autonomie de Isère, dépliants sur l'APA (allocation personnalisée d'autonomie), le RSA (revenu de solidarité active), l'allaitement maternel, les centres de dépistage anonymes et gratuits (Cidag), le centre de planification et de consultation prénatale, le Centre départemental de santé, les conférences et les aides au maintien à domicile à l'initiative des Territoires, la charte de qualité pour l'accueil des enfants de 0 à 6 ans, la plaquette tuberculose (données épidémiologiques 2011), la plaquette "Bien circuler l'hiver sur les routes départementales", le guide et rapport sur "l'Agenda 21 du Conseil général", la plaquette "À la découverte des forêts iséroises", le journal des assistantes maternelles, la Lettre du Vercors (travaux routiers), la Lettre de la Chartreuse (travaux routiers), les guides sur les gestes écologiques et citoyens ("consommons malin et jetons moins, recyclons nos déchets, recyclons nos pelouses),les Jounaux des collèges, le guide des actions du Contrat éducatif isérois, le plan Énergie climat.

Réalisation de campagnes de communication pour les directions du Conseil général. Campagne associant la mise en œuvre de plusieurs moyens de communication (presse, affichage, radio, mailing, publicité directe ..) et dont l'objectif est de mieux faire connaître un service.

- Sortir du mal logement en Isère (aides à l'amélioration du confort dans les logements) , Mettons l'Isère dans nos assiettes (promotion des produits de l'agriculture Iséroise), Symbhi (protection contre les risques d'inondation de l'Ière et de la Romanche), Ah Musée vous (promotion des musées départementaux), Transisère (communication institutionnelle et promotion du réseau), Écovoiturons (promotion de l'écovoiturage, Pack rentrée pour les collégiens (chéquier jeunes, aides à la restauration scolaire, aides au transport), A la découverte des ENS (espaces naturels sensibles à visiter tout l'été), La Maison des adolescents en Isère (communication sur le réseau, 3 antennes), Les Allées Chantent (concerts gratuits dans les lieux de patrimoine).

Evénementiel

En étroite collaboration avec la direction de la communication et la direction du protocole, la direction de l'événementiel œuvre pour la promotion du Conseil général de l'Isère grâce notamment à l'organisation de manifestations événementielles, de conférences de presse et la publication d'informations sur le portail Internet de la collectivité isere.fr. Le site a été relooké et offre le 1er service en ligne lié au Pack Rentrée.

Activités 2012

Activités événementiel

- Organisation des manifestations évènementielles et des conférences de presse du Conseil général
- Le Conseil général soutient plus de 60 festivals et des manifestations sportives
- Réalisation de la revue de presse quotidienne

Le service relations presse assure les déplacements du président du Conseil général, publie les communiqués de presse à l'ensemble du département et programme plusieurs dizaines de conférences de presse chaque année.

Activités Internet et NTIC

- Refonte du site Internet du Conseil général www.isere.fr et mise en place du 1er service en ligne "Rentrée scolaire" pour l'instruction des demandes liées au Pack Rentrée 2012-2013
- Refonte du site multimédia du Conseil général www.isere-interactive.fr
- Début de projet de création du site Internet du mensuel Isère Magazine www.isere-magazine.fr
- Refonte de la page Internet de diffusion vidéo en direct et en différé des six séances publiques du Conseil général avec partage possible sur les réseaux sociaux Facebook et Twitter
- Création de la page officielle Facebook du Conseil général de l'Isère (http://www.facebook.com/ConseilgeneralIsere)
- Refonte graphique de la newsletter externe du Département
- Début de travail d'accompagnement pour la refonte des sites www.symbhi.fr, www.isere-eau.fr, www.mda38.org et www.agenda21.fr
- Travail de référencement naturel sur les moteurs de recherche du site isere.fr.
- Rédaction d'un cahier des charges pour les évolutions d'isere.fr
- Mise en accessibilité des pages du site isere.fr en vue de la labellisation AccessiWeb (accessibilité du site aux malvoyants)
- Développement du Haut Débit et du Très Haut Débit sur tout le département pour toutes les collectivités locales et les entreprises avec Charles Galvin, Vice-Président du Conseil général.



940 000
visites du site
www.isere.fr

+16 %
de visites du site
par rapport au
4e trimestre 2011

Contribution à l'Agenda 21

Moderniser l'administration grâce à la dématérialisation

En dématérialisant la plupart de ses actes administratifs, le Conseil général contribue à optimiser le fonctionnement de son administration et adopte une consommation raisonnée du papier et de l'énergie. 7 chantiers transversaux mis en œuvre en 2012.

Systèmes d'information

Le Département exploite son système d'information et conduit son évolution. Dans une logique globale de rationalisation des coûts, il industrialise la production et réduit le coût de chaque projet informatique, en garantissant la fiabilité et la disponibilité des équipements ainsi que la sécurité et la confidentialité des informations. Il s'assure de la prise en compte des besoins d'usage dans les nouvelles activités à numériser et de la bonne appropriation par leurs utilisateurs.

3 639
postes de travail

188
sites raccordés

3 401
postes téléphoniques
dont
3 031
en technologie IP

1,8 millions
d'appels émis depuis la téléphonie fixe
(hors mobiles et numéros internes)

Activités 2012

Direction des systèmes d'information

- Assistance, expertise et conseil dans le domaine informatique (documentation adaptée, signalement des incidents, demande d'assistance ou expression d'un besoin) : 69 % des incidents informatiques résolus en moins d'une journée
- Fournir du matériel adapté évoluant avec les avancées technologiques, dont le remplacement des postes obsolètes ou l'équipement pour l'arrivée de nouveaux agents, et ce dans le respect des contraintes budgétaires de la collectivité
- Fournir un espace de travail sécurisé : espaces de stockage et protection du système d'information
- Fournir des outils métiers aux agents du Conseil général et des services web aux usagers
- Assurer l'accès et la disponibilité des outils du système d'information (SI) : haute disponibilité du SI, dépannage immédiat à rapide si dysfonctionnement, accès en dehors des heures ouvrées aux outils, reprise d'activité et gestion lors des mouvements de services, moyens d'accès dans le cadre de la mobilité (wifi, clés 3G, smartphones, accès distants), outils de travail collaboratifs
- Accompagner les directions dans l'expression de besoins et le pilotage de projet pour définir les meilleures solutions correspondant à l'évolution des métiers et des usages
- Former et accompagner les assistants informatiques de proximité
- Accompagner les directions dans les réorganisations sur les nouveaux sites (câblage, adaptation de l'architecture réseau, changement des affectations…) et les prendre en compte dans les outils métiers

Autres directions

- Gestion d'une enveloppe pour les consommables et les petits matériels informatiques
- Assistance de premier niveau, petits dépannages, petits déménagements par les assistants informatiques de proximité (AIP) organisés en réseau
- Demande de matériel
- Demande d'habilitations
- Suivi et mise à jour du parc informatique, réalisation de l'inventaire

Principales délibérations de l'année 2012

- Acquisition, mise en œuvre, évolution et maintenance d'un progiciel de gestion des fonds culturels patrimoniaux du Conseil général de l'Isère en vue de leur mise en ligne
- Acquisition, mise en œuvre et maintenance d'une solution informatique pour la gestion d'un parc routier
- Location, mise en œuvre et maintenance d'un service de télétransmission Sesam Vitale des feuilles de soin électroniques
- Convention pour la mise en place d'une interface d'échanges d'informations entre le Département et la CAF dans le cadre du dispositif Pack rentrée
- Avenant à l'accord de partenariat conclu avec Grenoble-Alpes Métropole relatif à l'utilisation du réseau de télécommunication Métronet

Principaux projets

Projets achevés en 2012

- SESAM-Vitale : acquisition d'une solution de gestion des feuilles de soins électroniques pour les consultations de PMI
- Mise en place d'un outil de visioconférence interne Lync dans toutes les directions
- Mise en exploitation de la nouvelle salle machine à la cité Dode dans le cadre du Plan de continuité d'activités
- Installation de nouveaux serveurs de production à Hôtel du Département et à la cité Dode (bâtiment 3)

Autres projets menés en 2012

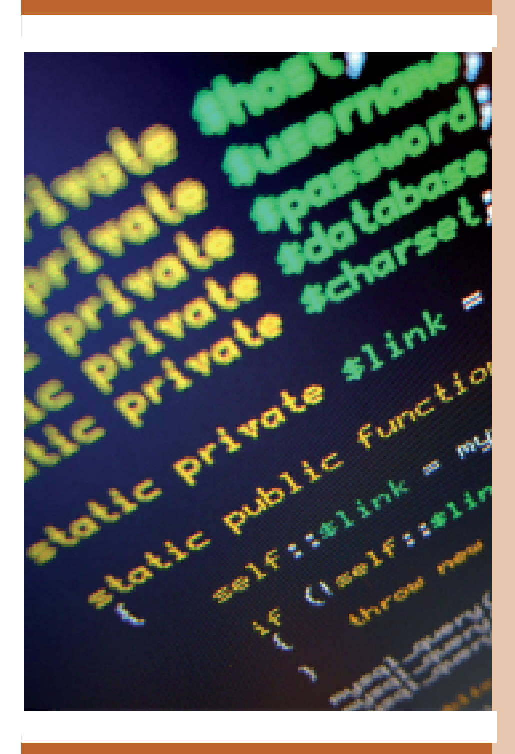
- Mise en œuvre de la migration Office 2010, Exchange 2010 et Windows 7
- Dématérialisation des actes administratifs
- Mise en place du portail de services Internet qui doit permettre à l'usager de déposer ses demandes en ligne, de les transférer dans les progiciels métiers correspondants, et de traiter d'une manière générale la relation électronique à l'usager dont le Pack rentrée (offres de services et d'aides du Département en matière de transport scolaire, restauration scolaire et loisirs sportifs et culturels)
- Mise en place d'un outil de gestion de contacts et partenaires du Conseil général pour le projet référentiel partenaires
- Remplacement de l'outil d'enregistrement du courrier devenu obsolète
- Itinisère : accompagnement et expertise sur les volets réseaux téléphonie et serveurs des postes de commandement, routes et transports

150
applications

260
serveurs virtuels

8 792
appels traités par l'assistance informatique

69 %
des accidents informatiques résolus
en moins d'une journée



Finances et juridique

Le Département met en œuvre la politique financière décidée par les élus et les processus liés aux étapes budgétaires : gestion de la trésorerie, de la dette départementale et des fonds départementaux. Son analyse financière des organismes permet d'évaluer les risques. Ses conseils juridiques, analyses et avis sur conventions visent à assurer la sécurité juridique de la collectivité. Il met en œuvre la politique d'achats et réalise la prospective et la gestion documentaire.

organisation de **45** commissions d'appel d'offres

106 analyses financières de nos partenaires

724 conseils juridiques traités

156 dossiers contentieux ouverts



Activités 2012

Direction des finances et du juridique

- **Pilotage du budget départemental :** contrôle des 1 436 rapports et délibérations proposés à l'assemblée et à la commission permanente, gestion des fonds départementaux
- **Organisation de la commande publique :** organisation de 45 commissions d'appel d'offres, 3 réunions de jury de concours de maîtrise d'œuvre, 2 commissions consultatives des services publics locaux (CCSPL), 1 délégation de service public (DSP) et de 11 comités de suivi des travaux (bâtiments, routes et collèges), veille juridique : diffusion de 10 messages d'actualité juridique marchés publics, 7 jours de formation (ateliers de la commande publique, logiciel de gestion des marchés publics Marco, plateforme de dématérialisation) soit 52 personnes formées
- **Accompagnement à la décision opérationnelle :** réalisation de 106 analyses financières de partenaires du CGI, étude des aspects financiers de 9 plans pluriannuels de financement des programmes d'investissements des établissements sociaux ou médico-sociaux, fiabilisation des procédures comptables, création et mise à jour des débiteurs et créanciers soit 65 000 tiers, suivi de la politique “achats” : 320 familles actives de la nomenclature fournitures et services, coordination des saisines de la CADA relatives à 4 dossiers, 742 conseils juridiques traités (dont 323 avis sur conventions), 156 dossiers contentieux ouverts (dont 53 plaintes), 95 décisions juridictionnelles ont été rendues et le Département de l'Isère a obtenu gain de cause dans 62 dossiers, 27 lettres de veille juridique diffusées (consultables sous Novanet), 1 formation relative à la suspension et au retrait d'agrément effectuée auprès des chefs des services PMI
- **Suivi des relations entre le Conseil général et ses principaux organismes associés :** suivi de la SEM Territoires 38 et de la SPL Isère Aménagement, préparation et diffusion du rapport d'activité des organismes associés et des représentants du Conseil général dans les SEM et dans la SPL
- **Suivi des demandes des partenaires externes du CGI :** instruction de 164 dossiers de demandes de garanties d'emprunt
- **Actualisation et enrichissement des connaissances :** Achat régulier en kiosque de 124 journaux pour permettre une réactivité à l'information, communication de 350 articles recherchés dans la banque de données de presse, transmission de 2 648

articles dans le cadre de la diffusion sélective de l'information, réponse à 319 questions documentaires générales ou spécialisées, souscription de 1 550 abonnements papier ou électroniques et acquisition de 445 ouvrages pour actualiser et enrichir le fonds documentaire destiné à la consultation ou au prêt.

- **Accompagnement pour l'élaboration de la passation des marchés du Conseil général :** rédaction et passation de 27 marchés, soutien et garantie du respect de la régularité juridique pour les autres marchés
- **Mise à disposition d'outils et de supports de travail et de communication externe :** publication mensuelle du Bulletin officiel de l'Isère, bilan 2011 de la commande publique, élaboration de 4 notes socio-économiques (l'emploi, la vie des entreprises, le RSA…)
- **Administration et accompagnement à l'utilisation des outils métiers :** administration fonctionnelle du logiciel financier Grand Angle ainsi que du module, "Suivi Technique et Financier" de Marco, 87 agents ont été formés en 2012, lors de formations et d'ateliers
- **Protection au quotidien du CGI :** 192 dossiers de sinistre traités (hors véhicules gérés par la DIM, dont 113 en RC et 61 en dommages aux biens), 1 marché public d'assurance renégocié (assurance de flotte de véhicules vicinaux)

Autres directions

- Élaboration, suivi et exécution budgétaire : gestion des crédits délégués d'engagement, liquidation et mandatement
- Définition et mise en œuvre de la politique d'achat, passation, conseil et contrôle de la régularité juridique des marchés publics

Principales délibérations de l'année 2012

- Reprise des comptes de la régie Isère gestion dans les comptes du Département (reprise de l'activité et des résultats de clôture et opérations patrimoniales de transfert des biens)
- Répartition 2012 des fonds départementaux

Principaux projets menés en 2012

- Réalisation et diffusion d'un guide pratique de la commission d'appel d'offres
- Pilotage des projets : optimisère, pilotage des satellites, et contrôle d'effectivité
- Dématérialisation des documents budgétaires et de certaines pièces justificatives comptables
- Mise en place d'un réseau des observatoires sur l'agglomération grenobloise (thématiques sociales et sociétales : vulnérabilité énergétique, accès aux soins, personnes âgées, classes moyennes...)

319
recherches documentaires générales et spécialisées

192
dossiers de sinistre traités



Contribution à l'Agenda 21

Agir sur la commande publique comme levier du développement durable

Le Conseil général poursuit et étend sa démarche d'achat responsable du point de vue environnemental et social.

Forte progression du taux de marchés comportant une clause environnementale ou sociale de 9,56 % en 2011 à 15,26 % en 2012

Bâtiments départementaux

Le Conseil général rationalise et optimise la fonctionnalité des bâtiments du Département, tout en maîtrisant leur consommation énergétique. La direction de l'immobilier et des moyens anime et dirige la commission immobilière, garante de la stratégie départementale. Elle fixe également le coût des opérations, assure l'entretien des 19 bâtiments centraux et organise les déménagements. Par des regroupements, elle renforce la visibilité du Département

Les biens départementaux en propriété, en location ou en mise à disposition représentent **350 sites**

114 actes de vente signés

65 acquisitions pour la direction des mobilités

9 acquisitions pour la direction de l'aménagement du territoire dans le cadre de la politique en faveur de la préservation des espaces naturels sensibles

Activités 2012

Direction de l'immobilier et des moyens

- Le CGI gère 423773 m² de bâti en pleine propriété (hors collèges) et 585566 m² en biens loués ou mis à disposition (y compris les collèges), et 2570693 m² de surfaces foncières
- Gestion du patrimoine et adaptation des locaux suite aux évolutions des besoins des services: 350 sites en gestion
- Commission immobilière: 33 demandes présentées en 2012, 26 dossiers acceptés, sept reportés ; pour le palais du Parlement: 48 demandes présentées, sept dossiers sans suite, cinq refusés, 36 demandes d'occupation accordées
- 114 actes de vente signés au total sur l'année
- Acquisitions foncières menées pour le compte des directions thématiques:
  - 65 acquisitions pour la direction des mobilités
  - 9 acquisitions pour la direction de l'aménagement du territoire dans le cadre de la politique en faveur de la préservation des espaces naturels sensibles
- Trois procédures d'expropriation pour la maîtrise foncière dans le cadre de projets reconnus d'utilité publique: lancement et suivi en partenariat avec les directions concernées
- 82 rapports en commission permanente (CP)
- Comptabilité: 2 249 liquidations représentant 14 M€, 210 recettes représentant 1,2 M€

Directions territoriales

- Appui et soutien des territoires dans le cadre de leurs opérations de travaux et travail conjoint de programmation (plan pluriannuel d'investissement et plan pluriannuel de maintenance)
- Élaboration de faisabilité et programme sur les futures opérations d'investissement
- Poursuite de la maîtrise d'œuvre directe de certaines opérations d'investissements (MDCG Vercors, Trièves, opérations culturelles de réhabilitation)
- L'activité liée à l'investissement s'élève à 8,721 M€ en CP répartis entre les bâtiments départementaux (6,302 M€ en CP), les bâtiments culturels (1,267 M€ en CP), la mise aux normes des bâtiments de la filière routes (0,474 M€), les travaux d'accessibilité (0,677 M€) et les

travaux énergétiques (0,475 M€)

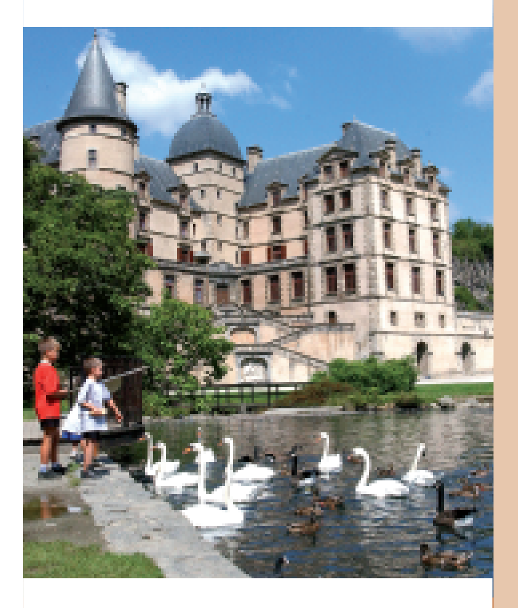
Principaux projets

Projets achevés en 2012

- L'aménagement des bâtiments du territoire de l'Agglomération grenobloise 13 – rue de New-York, avenue de l'Europe, Saint-Martin-Le-Vinoux, Seyssinet, Pont-de-Claix (1,0 M€)
- Réfection des toitures du château de Vizille, phase 1 (1 M€)
- Installation d'une chaufferie bois au centre de jeunesse d'Autrans (0,5 M€)
- Réfection des installations de chauffage, ventilation et climatisation pour 1,2 M€

Autres projets menés en 2012

- Finalisation du programme d'extension des archives départementales
- Réalisation des diagnostics énergétiques sur notre patrimoine et élaboration d'un plan pluriannuel dans le domaine énergétique.



Aménagement des bâtiments du territoire d'Agglomération grenobloise

rue de New-York, avenue de l'Europe, Saint-Martin-Le-Vinoux, Seyssinet, Pont-de-Claix (1 M€)

Contribution à l'Agenda 21

Maîtriser la consommation énergétique des bâtiments départementaux et produire de l'énergie renouvelable

210 bâtiments départementaux ont été audités au cours des années 2011 et 2012.

Promouvoir la filière bois par l'éco-construction et le bois énergie

En 2012, les conclusions des plans d'approvisionnement territoriaux du Vercors et des Chambarans ont apporté une meilleure connaissance des gisements en bois-énergie et des solutions pour le valoriser.

Moyens généraux

Le Conseil général de l'Isère élabore une politique d'achats harmonisée sur le Département. La direction de l'immobilier et des moyens met à disposition des services l'ensemble des moyens de fonctionnement dans le cadre réglementaire : marchés transversaux, soutien pour les achats spécifiques métier, mobiliers, véhicules, camions, engins, équipements spéciaux, frais de déplacement… Elle dote ainsi les agents des équipements nécessaires à leur activité. Elle gère et entretient également le parc de véhicules.

189 marchés de fournitures et services en notifiés

107 marchés transversaux en cours



Activités 2012

Direction de l'immobilier et des moyens

- Achats des fournitures et services de la collectivité : élaboration et suivi des marchés de fournitures et services pour l'ensemble des besoins de la collectivité, en intégrant des clauses environnementales et sociales, et organisation de leur mise en œuvre. Mise en place de procédures d'achats de fournitures par plateforme Internet
- 189 marchés notifiés, 107 marchés transversaux en cours, 75 rapports présentés en commission départementale d'appel d'offres
- Acquisition de mobilier, vêtements de travail et équipements de protection individuelle pour les différents services pour 593 738 €
- Investissements en matériel divers et outillage technique pour 182 245 €
- Gestion et entretien du parc véhicules et matériels : flotte de 962 véhicules, engins, camions et 699 équipements spéciaux et matériels spécifiques pour la réalisation des missions de la filière route, 3 322 réparations ouvertes en atelier (dont 423 dépannages)
- Consommation carburant : Gazole 1 680 000 litres, sans plomb 230 000 litres
- Renouvellement de la certification Qualité Sécurité Environnement, du service gestion du parc
- Acquisition de 3 véhicules électriques
- 14 334 états de frais et remboursements de transports traités ainsi que 1 596 achats de titres de transport
- Les 20 bâtiments centraux représentent environ 50 000 m^2
- La maintenance des bâtiments et les réparations représentent 998 000 €
- Les contrats de maintenance et les contrôles réglementaires représentent 296 000 €
- Le nettoyage des locaux s'élève à 506 000 €, les dépenses de déménagement à 65 000 € et le gardiennage à 291 000 €

Directions territoriales

- Gestion des marchés déconcentrés de services et fournitures
- Gestion des véhicules, engins, équipements spéciaux et moyens généraux dans les directions territoriales

Principaux projets

Projets achevés en 2012

- Fusion du service achats et du service ressources pour la création du service ressources immobilier et moyens
- Déménagements des services locaux de solidarité (SLS) du territoire de l'Agglomération grenobloise (TAG) (326 pers.)
- Transfert de la direction de l'éducation et de la jeunesse (DEJ) à l'Hôtel de l'Équipement (62 pers.)

Autres projets menés en 2012

- Élaboration du budget global de fonctionnement pour une mise en œuvre dans les directions en 2013
- Poursuite de la stratégie immobilière permettant une rationalisation de l'implantation des services sur le territoire
- Achat de véhicules non polluants pour la flotte automobile de la collectivité.

3 322
réparations ouvertes en ateliers

1 680 000
litres de gazole consommés

Acquisition de 3 véhicules électriques

14 334
états de frais et remboursements de transport

1 596
achats de titres de transport

Contribution à l'Agenda 21

Rendre l'administration plus éco-responsable

Le Conseil général met en œuvre depuis 2007 des démarches écoresponsables visant à faire évoluer les comportements internes vers un moindre impact environnemental: moins de papier, tri des déchets, optimisation des déplacements. De mars à mai 2012, une expérimentation d'un dispositif de visioconférence a été menée avec les directeurs de 4 territoires du Conseil général de l'Isère. Il a ensuite été généralisé.

Le pilotage

Direction générale

La direction générale anime la réflexion stratégique de l'administration départementale. Elle organise la mise en œuvre des décisions de l'exécutif, pilote les services départementaux et coordonne les actions des directions autour d'un projet commun. Elle pilote également les projets collectifs et garantit la réalisation des projets stratégiques



Activités

● La réflexion stratégique de l'administration départementale

La direction générale initie et anime la réflexion stratégique, qui identifie les enjeux majeurs, les principales orientations et les actions à engager Sur ce registre, qui comprend un volet d'assistance à la réflexion des élus départementaux et un volet de réflexion stratégique propre à l'administration départementale, l'offre de services de la direction générale se résume comme suit

- Traduire les orientations politiques dans le projet d'administration
- Offrir chaque semaine au Président un bilan et des arbitrages
- Offrir aux membres de l'exécutif des échanges stratégiques
- Proposer à l'exécutif des décisions stratégiques
- Assister les élus départementaux dans leurs instances de réflexion

● Le pilotage

Pilote de l'administration départementale, la direction générale définit son organisation, répartit les rôles, met en place des instances de pilotage et d'arbitrage, et coordonne les différents acteurs

- Donner les orientations claires dans un projet d'administration
- Offrir aux élus départementaux des interlocuteurs clairs et adaptés
- Répartir les rôles, désigner les managers et les pilotes de projets
- Donner aux managers la légitimité et la capacité d'agir
- Offrir des instances périodiques de pilotage et d'arbitrage
- Offrir des espaces de coordination et d'échanges entre services
- Offrir aux services une information périodique sur la collectivité
- Offrir une interface aux "organismes satellites" du Conseil général

● Le soutien

Confrontés à des difficultés prévues ou imprévues, élus et services ont besoin, dans l'exercice de leurs fonctions, d'un soutien de la direction générale adapté aux difficultés rencontrées

- Être garant de la maîtrise du risque
- Préparer les interventions des membres de l'exécutif
- Assurer des échanges réguliers avec les services
- Accompagner les services dans les réunions nécessitant un soutien
- Offrir aux services des outils de suivi de leur activité

- Valoriser l'action des services et des agents
- Protéger les agents de la collectivité

- **La promotion et la défense de la collectivité**
  - Défendre la collectivité à l'égard de nos usagers et partenaires
  - Valoriser notre collectivité, son action et ses acteurs
  - Communiquer sur nos politiques publiques et offres de services

Les réalisations dans lesquelles la direction générale s'est le plus impliquée

- Installation des nouvelles instances directions-directions générales : RDC (réunion des directeurs centraux, ou ressources et/ou thématiques), Codir (comité de direction), RDT (réunion des directeurs de territoires)
- Pilotage global de l'écriture des offres de services
- Deux nouveaux collèges pour le Département : Chirens et L'Isle d'Abeau
- Pilotage global du schéma d'installation des cuisines mutualisées des collèges
- La prise en compte de la mission informatique dans les collèges dans notre organisation
- La réforme de la tarification du transport scolaire
- La refonte du portail isère.fr
- Pack rentrée 2012, premier service en ligne pour nos usagers
- La réforme des aides eau et assainissement
- Le très haut débit en Isère
- La stratégie de développement de la Plaine de Saint-Exupéry
- La constitution d'un cadre d'accueil pour les emplois d'avenir
- Le rééquilibrage territorial des financements culturels
- La mise en place des inter-filières gériatriques
- L'organisation de la direction territoriale de l'agglomération grenobloise
- Première étape du développement de l'accueil familial : installation des responsables d'accueil familial dans les territoires.

Contribution à l'Agenda 21

Faciliter les démarches administratives en créant des portails de services sur Internet

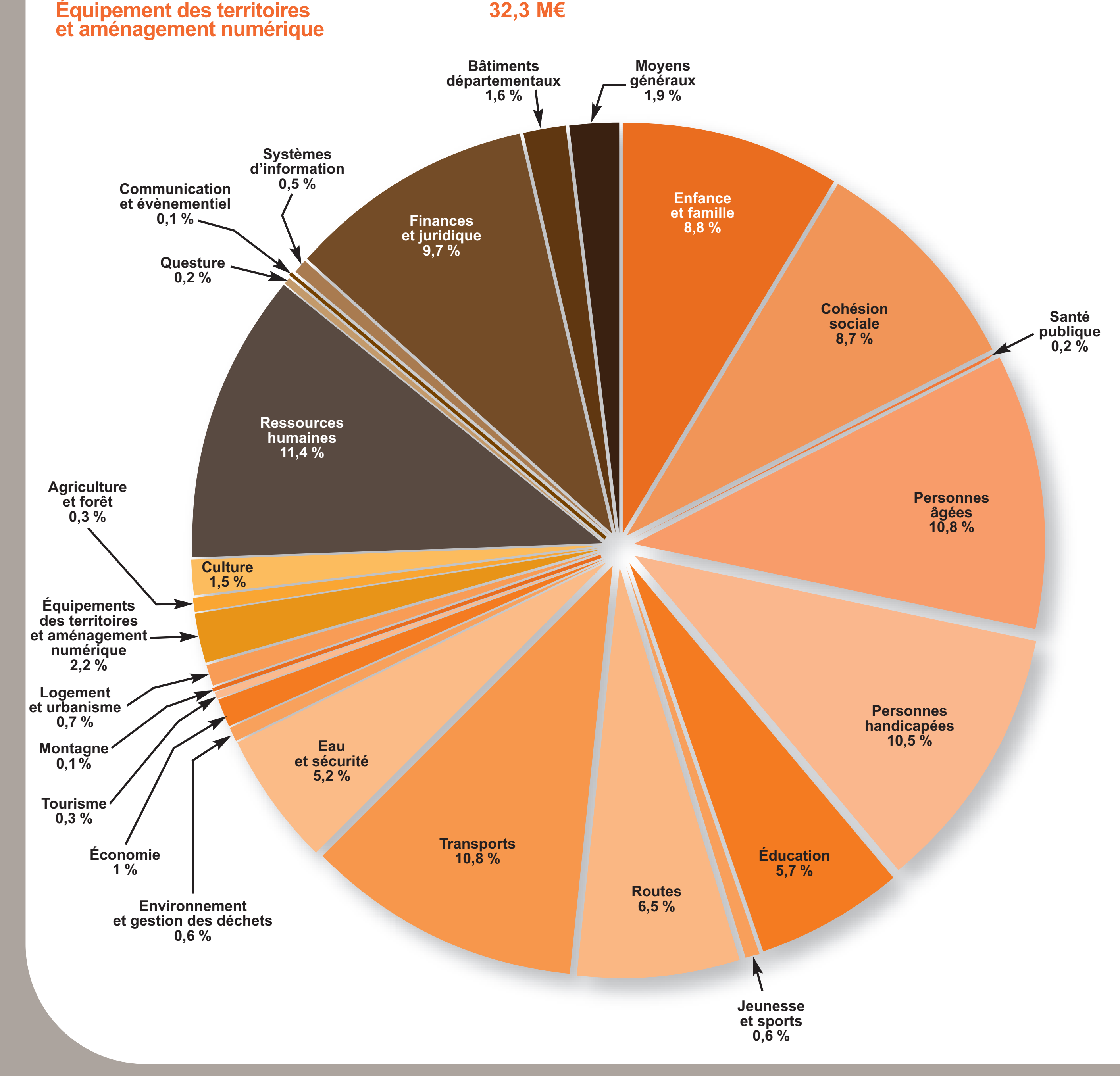
Pour simplifier l'accès des Isérois aux services départementaux, le Conseil général développe ses services en ligne.

Les premiers services en ligne liés à la rentrée scolaire (dont le Pack rentrée) ont été déployés à partir de juin 2012. Ils permettent l'inscription à l'ensemble des prestations pour les collégiens

Synthèse des éléments financiers

Extrait du compte administratif 2012 : dépenses réelles consolidées hors avances et subventions d'équilibre

Enfance et famille	129,3 M€
Cohésion sociale	128,1 M€
Santé publique	2,6 M€
Personnes âgées	158,7 M€
Personnes handicapées	153,5 M€
Éducation	83,7 M€
Jeunesse et sports	8,2 M€
Routes	95,5 M€
Transports	158,3 M€
Eau et sécurité	75,9 M€
Environnement et gestion des déchets	8,4 M€
Économie	14,5 M€
Économie sociale et solidaire	89 K€
Tourisme	4 M€
Montagne	1,7 M€
Logement et urbanisme	10,5 M€
Équipement des territoires et aménagement numérique	32,3 M€
Agriculture et forêt	4,9 M€
Énergie et développement durable	663 K€
Culture	21,8 M€
Coopération internationale	633 000 €
Ressources humaines	167,9 M€
Administration générale	
Systèmes d'information	7,2 M€
Questure	3 M€
Communication et évènementiel	2,1 M€
Protocole	246 K€
Moyens généraux	27,4 M€
Bâtiments départementaux	23,9 M€
Finances et juridique	143,1 M€





CIN : juin 2013 - photos : F. Pattou, M. Giraud, M. Major, O. Roux, Fotolia